



RCS : EVRY

Code greffe : 7801

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

## REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de EVRY atteste l'exactitude des informations  
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2006 B 00223

Numéro SIREN : 451 321 335

Nom ou dénomination : CARREFOUR HYPERMARCHES

Ce dépôt a été enregistré le 17/11/2014 sous le numéro de dépôt 14001

**CARREFOUR HYPERMARCHES**  
**Société bénéficiaire**

SAS au capital de 6.589.200 euros  
Siège social : EVRY (91002)  
ZAE Saint Guénault – 1 rue Jean Mermoz  
451 321 335 RCS EVRY

**HYPARLO**  
**Société apporteuse**

SAS au capital de 62.986.240 euros  
Siège social : MONDEVILLE (14120)  
Z.I. Route de Paris  
779 636 174 RCS CAEN

**GM CARREFOUR**  
**Société apporteuse**

SAS au capital de 661.446 euros  
Siège social : MONDEVILLE (14120)  
Z.I. Route de Paris  
501 637 854 RCS CAEN

**SOCIETE FOUGERAISE DE DISTRIBUTION - SOFODIS**  
**Société apporteuse**

SAS au capital de 8.383.578 euros  
Siège social : MONDEVILLE (14120)  
Z.I. Route de Paris  
729 201 384 RCS CAEN

|                                                          |
|----------------------------------------------------------|
| <p><b>DECLARATION DE REGULARITE ET DE CONFORMITE</b></p> |
|----------------------------------------------------------|

Le soussigné,

- Jean-Claude LE NECHET,  
domicilié à MONDEVILLE (14120) – ZI Route de paris,

Agissant au nom et pour le compte de la société CARREFOUR HYPERMARCHES, société bénéficiaire, spécialement habilité à l'effet des présentes aux termes des décisions des associés de la société CARREFOUR HYPERMARCHES en date du 25 Juillet 2014,

Agissant également au nom et pour le compte :

- de la société HYPARLO, société apporteuse, spécialement habilité à l'effet des présentes aux termes des décisions de l'associé unique de la société HYPARLO en date du 25 Juillet 2014,
- de la société GM CARREFOUR, société apporteuse, spécialement habilité à l'effet des présentes aux termes des décisions des associés de la société GM CARREFOUR en date du 25 juillet 2014,
- de la SOCIETE FOUGERAISE DE DISTRIBUTION - SOFODIS, société apporteuse, spécialement habilité à l'effet des présentes aux termes des décisions de l'associé unique de la SOCIETE FOUGERAISE DE DISTRIBUTION - SOFODIS en date du 25 Juillet 2014,

Fait les déclarations suivantes en application des articles L 236-6 et R 236-4 du code de commerce, à l'appui des demandes d'inscriptions modificatives au Registre du Commerce et des Sociétés, déposées aux Greffes des Tribunaux de Commerce d'EVRY et de CAEN avec les présentes, en suite des opérations d'apports partiels d'actifs consenti par les sociétés

HYPARLO, GM CARREFOUR et SOCIETE FOUGERAISE DE DISTRIBUTION – SOFODIS, sociétés apporteurs, à la société CARREFOUR HYPERMARCHES, société bénéficiaire.

1. Conformément aux dispositions de l'article R 236-1 du code de commerce, des projets d'apports partiels d'actifs ont été signés le 07 mai 2014 ainsi que des avenants en date du 08 juillet 2014 entre les sociétés apporteurs et la société bénéficiaire, ces projets contenant notamment les motifs, buts et conditions des apports partiels d'actifs placés sous le régime juridique des scissions, les dates auxquelles ont été arrêtés les comptes des sociétés intéressées utilisés pour établir les conditions des opérations, la désignation et l'évaluation des éléments actifs et passifs devant être transmis par les sociétés apporteurs à la société bénéficiaire, la rémunération des apports.

2. Les associés des sociétés CARREFOUR HYPERMARCHES et GM CARREFOUR, et l'associé unique des sociétés HYPARLO et SOCIETE FOUGERAISE DE DISTRIBUTION – SOFODIS ont, par décisions en date du 05 mars 2014 :

- décidé, en application des dispositions de l'article L 236-10 II du Code de Commerce, de ne pas désigner de commissaire à la scission dans le cadre des opérations d'apports partiels d'actifs ci-avant visées,
- désigné, la société FIDORG AUDIT, en qualité de Commissaire aux Apports chargée d'établir un rapport sur la valeur des apports consentis par les sociétés HYPARLO, GM CARREFOUR, SOCIETE FOUGERAISE DE DISTRIBUTION – SOFODIS à la société CARREFOUR HYPERMARCHES.

3. Les projets d'apports partiels d'actifs ont été déposés le 12 mai 2014 auprès du Greffe du Tribunal de Commerce de CAEN pour les sociétés HYPARLO, GM CARREFOUR et Société Fougèraise de Distribution – SOFODIS et auprès du Greffe du Tribunal de Commerce d'EVRY pour le compte de la société CARREFOUR HYPERMARCHES.

4. Les avis prévus par l'article R 236-2 ont été publiés dans le Bulletin Officiel des Annonces Civiles et Commerciales n° 20140097 du 21 mai 2014 et n° 20140098 du 22 mai 2014, pour le compte des sociétés HYPARLO, GM CARREFOUR, SOCIETE FOUGERAISE DE DISTRIBUTION – SOFODIS et CARREFOUR HYPERMARCHES.

5. Tous les documents nécessaires ont été tenus à la disposition des associés des sociétés concernées par ces opérations conformément aux lois et règlements régissant les sociétés commerciales.

6. Les rapports du Commissaire aux apports concernant lesdits apports partiels d'actifs ont été déposés le 19 juin 2014 auprès du Greffe du Tribunal de Commerce d'EVRY.

7. Aux termes des décisions adoptées le 25 juillet 2014 :

- les associés de la société GM CARREFOUR ont approuvé le projet d'apport partiel d'actifs et son avenant consenti à la société CARREFOUR HYPERMARCHES, dans toutes ses dispositions, notamment l'évaluation qui a été faite des apports effectués et de leur rémunération.
- l'associé unique des sociétés HYPARLO et SOCIETE FOUGERAISE DE DISTRIBUTION - SOFODIS ont approuvé respectivement leur projet d'apport partiel d'actifs et leur avenant consenti à la société CARREFOUR HYPERMARCHES, dans toutes ses dispositions, notamment l'évaluation qui a été faite des apports effectués et de leur rémunération.

X

8. Aux termes des décisions adoptées le 25 juillet 2014, les associés de la société CARREFOUR HYPERMARCHES ont :

- approuvé les projets d'apports partiels d'actifs et leurs avenants consentis par les sociétés HYPARLO, GM CARREFOUR et SOCIETE FOUGERAISE DE DISTRIBUTION – SOFODIS aux termes desquels les sociétés HYPARLO, GM CARREFOUR et Société Fougèraise de Distribution – SOFODIS font apport, à compter rétroactivement du 30 juin 2014, à titre d'apports partiels d'actifs placés sous le régime juridique des scissions, à la société CARREFOUR HYPERMARCHES de leur Branche Complète d'Activité correspondant:

- ✓ pour la société HYPARLO, à tous les biens et droits immobiliers attachés à l'exploitation de Centres Commerciaux sous enseigne CARREFOUR sis à MABLY (Loire), FRANCHEVILLE (Rhône), MONTLUCON (Allier), SALAISE SUR SANNE (Isère), SALLANCHES (Haute-Savoie), THIERS (Puy de Dôme), FEURS (Loire), GUERET (Creuse), SEGNY (Ain),
- ✓ pour la société GM CARREFOUR, à tous les biens et droits immobiliers attachés à l'exploitation du Centre Commercial sous enseigne CARREFOUR sis à CHALON SUR SAONE (71),
- ✓ pour la société SOCIETE FOUGERAISE DE DISTRIBUTION – SOFODIS, à tous les biens et droits immobiliers, en ce compris les titres de participation y afférents, attachés à l'exploitation de Centres Commerciaux sous enseigne CARREFOUR sis à FOUGERES (Ille et Vilaine) et SAINT MARTIN DES CHAMPS (Manche),

à savoir, les éléments d'actifs rattachés à ces Branches Complètes d'Activité, moyennant la prise en charge par CARREFOUR HYPERMARCHES des éléments de passif dépendant de ces Branches Complètes d'Activité, tels que ces éléments d'actif et de passif existeront au jour de la réalisation définitive des apports, soit le 30 Juin 2014,

- augmenté à compter du 25 Juillet 2014 le capital social de la société CARREFOUR HYPERMARCHES d'un montant global de 318.000 euros, par la création de 3.180 actions nouvelles, lesdites actions portant jouissance à compter de la réalisation définitive des apports, et étant réparties comme suit entre les sociétés apporteurs :
  - 2.172 actions attribuées à la HYPARLO,
  - 702 actions attribuées à la société GM CARREFOUR,
  - 306 actions attribuées à la société SOCIETE FOUGERAISE DE DISTRIBUTION - SOFODIS,
- constaté que les primes d'apport résultant desdites opérations d'apports à inscrire au compte "prime d'apport" au passif du bilan de la société CARREFOUR HYPERMARCHES et sur lesquelles portent les droits des associés anciens et nouveaux s'élèvent respectivement à :
  - prime relative à l'apport d'HYPARLO : 23.315.963,95 €
  - prime relative à l'apport de GM CARREFOUR : 17.971.507,92 €
  - prime relative à l'apport de la société SOCIETE FOUGERAISE DE DISTRIBUTION - SOFODIS: 2.763.117,24 €
- modifié corrélativement les statuts.

## DECLARATION

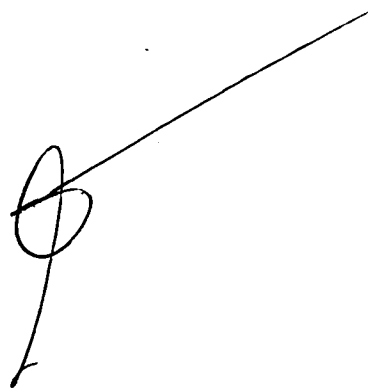
Comme conséquence des déclarations qui précèdent, le soussigné affirme sous sa responsabilité et les peines édictées par la loi, que les opérations décrites ci-dessus ont été décidées et réalisées en conformité de la loi et des règlements.

## DEPOT AU GREFFE

Seront déposées au Greffe du Tribunal de Commerce de CAEN et d'EVRY, avec la présente déclaration :

- une copie certifiée conforme du procès-verbal des décisions de l'associé unique en date du 25 juillet 2014 de la société HYPARLO,
- une copie certifiée conforme du procès-verbal des décisions des associés en date du 25 juillet 2014 de la société GM CARREFOUR,
- une copie certifiée conforme du procès-verbal des décisions de l'associé unique en date du 25 juillet 2014 de la société SOCIETE FOUGERAISE DE DISTRIBUTION - SOFODIS,
- une copie certifiée conforme et enregistrée du procès-verbal des décisions des associés du 25 juillet 2014 de la société CARREFOUR HYPERMARCHES,
- une copie certifiée conforme des statuts mis à jour de la société CARREFOUR HYPERMARCHES.

Fait en 4 exemplaires,  
à Mondeville, le 25 Juillet 2014

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'C' or 'G' shape with a long horizontal stroke extending to the right.

**CARREFOUR HYPERMARCHES**  
***Société absorbante***

SAS au capital de 6.589.200 euros  
Siège social : EVRY (91002)  
ZAE Saint Guénault – 1 rue Jean Mermoz  
451 321 335 RCS EVRY

**SOCIETE FECAMPOISE DE SUPERMARCHES**  
***Société absorbée***

SAS au capital de 88.000 euros  
Siège social : MONDEVILLE (14120) – ZI Route de Paris  
305 490 039 RCS CAEN

|                                                          |
|----------------------------------------------------------|
| <p><b>DECLARATION DE REGULARITE ET DE CONFORMITE</b></p> |
|----------------------------------------------------------|

Le soussigné,

- **Jean-Claude LE NECHET**,  
Domicilié à MONDEVILLE (14120) – ZI Route de Paris,

Agissant au nom et pour le compte de la société CARREFOUR HYPERMARCHES et de la société SOCIETE FECAMPOISE DE SUPERMARCHES,

Ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes,

Fait les déclarations suivantes en application de l'article L 236-6 du Code de Commerce, à l'appui des demandes d'inscription modificative au Registre du Commerce et des Sociétés de CAEN et d'EVRY déposées avec les présentes, en suite de l'opération de fusion-absorption par la société CARREFOUR HYPERMARCHES de la société SOCIETE FECAMPOISE DE SUPERMARCHES,

1°) Conformément aux dispositions de l'article R 236-1 du Code de Commerce, le projet de fusion arrêté par acte signé à Mondeville le 05 mai 2014 ainsi que son avenant signé le 17 juillet 2014 contiennent notamment les motifs, buts et conditions de la fusion, les dates auxquelles ont été arrêtés les comptes des sociétés intéressées utilisés pour établir les conditions de l'opération, la désignation et l'évaluation de l'actif et du passif de la société SOCIETE FECAMPOISE DE SUPERMARCHES devant être apportés à la société CARREFOUR HYPERMARCHES.

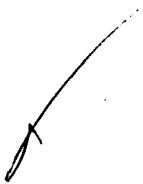
2°) Les associés de la société CARREFOUR HYPERMARCHES, et l'associé unique de la société SOCIETE FECAMPOISE DE SUPERMARCHES ont, par décisions en date du 05 mars 2014 :

- décidé, en application des dispositions de l'article L 236-10 II du Code de Commerce, de ne pas désigner de commissaire à la fusion dans le cadre de l'opération de fusion ci-avant visée,

- désigné, la société FIDORG AUDIT, en qualité de Commissaire aux Apports chargée d'établir un rapport sur la valeur des apports consentis par la société SOCIETE FECAMPOISE DE SUPERMARCHES à la société CARREFOUR HYPERMARCHES.
- 3°) Le projet de traité de fusion a été déposé le 12 mai 2014 auprès du Greffe du Tribunal de Commerce de CAEN pour le compte de la société SOCIETE FECAMPOISE DE SUPERMARCHES et d'EVRY pour le compte de la société CARREFOUR HYPERMARCHES.
- 4°) Les avis prévus par l'article R 236-2 du Code de Commerce ont été publiés dans le Bulletin Officiel des Annonces Civiles et Commerciales n° 20140097 du 21 mai 2014 et n° 20140098 du 22 mai 2014.
- 5°) Tous les documents nécessaires ont été tenus à la disposition des associés des sociétés concernées par ces opérations conformément aux lois et règlements régissant les sociétés commerciales.
- 6°) Le rapport du Commissaire aux apports concernant ladite fusion a été déposé le 19 juin 2014 auprès du Greffe du Tribunal de Commerce d'EVRY.
- 7°) Aux termes des décisions adoptées le 25 juillet 2014, l'associé unique de la société SOCIETE FECAMPOISE DE SUPERMARCHES a approuvé la fusion par absorption de la société SOCIETE FECAMPOISE DE SUPERMARCHES par la société CARREFOUR HYPERMARCHES, dans toutes ses dispositions, notamment l'évaluation qui a été faite des apports effectués et de leur rémunération et a constaté que la société SOCIETE FECAMPOISE DE SUPERMARCHES se trouverait dissoute de plein droit, sans liquidation, à compter du 25 juillet 2014 (avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 2014).
- 8°) Aux termes des décisions adoptées le 25 juillet 2014, les associés de la société CARREFOUR HYPERMARCHES, société absorbante, ont :
- approuvé la fusion par voie d'absorption de la société SOCIETE FECAMPOISE DE SUPERMARCHES par la société CARREFOUR HYPERMARCHES ainsi que l'évaluation des apports et leur rémunération,
  - décidé d'augmenter le capital social de la société CARREFOUR HYPERMARCHES d'une somme de 23.100 euros, et de modifier corrélativement les statuts,
  - constaté que la société SOCIETE FECAMPOISE DE SUPERMARCHES se trouvait ainsi dissoute et liquidée de plein droit à compter du 25 juillet 2014 (avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 2014).

#### DECLARATION

Comme conséquence des déclarations qui précèdent, le soussigné affirme sous sa responsabilité et les peines édictées par la loi, que l'opération décrite ci-dessus a été décidée et réalisée en conformité de la loi et des règlements.



DEPOT AU GREFFE

Sont déposées au Greffe du Tribunal de Commerce de CAEN et d'EVRY, avec la présente déclaration :

- une copie certifiée conforme du procès-verbal des décisions de l'associé unique en date du 25 juillet 2014 de la société SOCIETE FECAMPOISE DE SUPERMARCHES,
- une copie certifiée conforme et enregistrée du procès-verbal des décisions des associés du 25 juillet 2014 de la société CARREFOUR HYPERMARCHES,
- une copie certifiée conforme des statuts mis à jour de la société CARREFOUR HYPERMARCHES.

Fait en 2 exemplaires,

A Mondeville,  
Le 25 juillet 2014



**AVENANT AU PROJET DE FUSION PAR ABSORPTION EN DATE DU 05 MAI 2014**  
**DE LA SOCIETE FECAMPOISE DE SUPERMARCHES**  
**PAR LA SOCIETE CARREFOUR HYPERMARCHES**

**LES SOUSSIGNEES**

**- CARREFOUR HYPERMARCHES**

Société par Actions Simplifiée au capital de 4.887.100 euros, dont le siège social est à EVRY (91002) - ZAE Saint Guénault - 1 Rue Jean Mermoz, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés d'EVRY sous le numéro 451 321 335,

Représentée par Madame Marianne PILLET, ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes,

Ci-après désignée « CARREFOUR HYPERMARCHES » ou la « société absorbante »,

**DE PREMIERE PART,**

et

**- SOCIETE FECAMPOISE DE SUPERMARCHES**

Société par Actions Simplifiée au capital de 88.000 euros, dont le siège social est à MONDEVILLE (14120) - ZI Route de Paris, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de CAEN sous le numéro 305 490 039,

Représentée par Monsieur Jean-Claude LE NECHET, ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes,

Ci-après désignée « FECAMPOISE DE SUPERMARCHES » ou la « société absorbée »,

**DE SECONDE PART,**

La société absorbante et la société absorbée étant ci-après dénommées collectivement les "Parties" ou individuellement une "Partie",



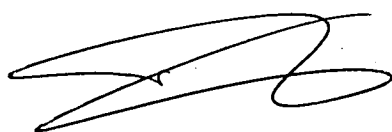
Préalablement aux présentes, les Parties rappellent qu'elles ont conclu le 05 mai 2014, sous diverses charges et conditions, un projet de fusion par absorption de la société FECAMPOISE DE SUPERMARCHES par la société CARREFOUR HYPERMARCHES, avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 2014, moyennant l'attribution à la société CARREFOUR FRANCE, associé unique de la société FECAMPOISE DE SUPERMARCHES, de 280 actions de la société CARREFOUR HYPERMARCHES.

Ceci Exposé, compte tenu des échanges en cours avec la Direction Générale des Finances Publiques, les Parties, prenant acte de la valeur réelle de la société CARREFOUR HYPERMARCHES à prendre en compte pour la détermination du rapport d'échange de ladite opération de fusion, conviennent de modifier la valeur réelle unitaire de l'action CARREFOUR HYPERMARCHES indiquée dans le projet de fusion et de fixer celle-ci à 64.804,23 euros ; ladite modification emportant les conséquences suivantes :

- le rapport d'échange des droits sociaux est donc fixé à 42 actions de la société CARREFOUR HYPERMARCHES pour 1.000 actions de la société FECAMPOISE DE SUPERMARCHES,
- la société CARREFOUR FRANCE, associé unique et propriétaire de 5.500 actions de la société FECAMPOISE DE SUPERMARCHES, se verra donc attribuer 231 actions de la société CARREFOUR HYPERMARCHES d'une valeur nominale de 100 euros, soit une augmentation de capital de la société CARREFOUR HYPERMARCHES d'un montant de 23.100 euros,
- la différence entre la valeur nette de l'apport, soit 939.254,96 euros et le montant nominal de l'augmentation de capital de la société CARREFOUR HYPERMARCHES, soit 23.100 euros, permettra de constater une prime de fusion d'un montant de 916.154,96 euros qui sera inscrite au passif du bilan de la société CARREFOUR HYPERMARCHES.

Pour servir et valoir ce que de droit,  
Fait à Mondeville, le 17 Juillet 2014  
En 5 exemplaires

CARREFOUR HYPERMARCHES



FECAMPOISE DE SUPERMARCHES



**AVENANT AU PROJET DE FUSION PAR ABSORPTION EN DATE DU 06 MAI 2014**  
**DES SOCIETES SOCIETE DES GRANDS MAGASINS GARONNE ADOUR - SOGARA**  
**PUIS SOCIETE NOUVELLE SOGARA**  
**PAR LA SOCIETE CARREFOUR HYPERMARCHES**

**LES SOUSSIGNEES**

**- CARREFOUR HYPERMARCHES**

Société par Actions Simplifiée au capital de 4.887.100 euros, dont le siège social est à EVRY (91002) - ZAE Saint Guénault - 1 Rue Jean Mermoz, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés d'EVRY sous le numéro 451 321 335,

Représentée par Madame Marianne PILLET, ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes,

Ci-après désignée « CARREFOUR HYPERMARCHES » ou la « société absorbante »,

**DE PREMIERE PART,**

Et

**- SOCIETE DES GRANDS MAGASINS GARONNE ADOUR - SOGARA**

Société par Actions Simplifiée au capital de 25.000.000 euros, dont le siège social est à EVRY (91002) - Courcouronnes - ZAE Saint Guénault - 1 Rue Jean Mermoz, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés d'EVRY sous le numéro 662 720 341,

Représentée par Monsieur Jean-Claude LE NECHET, ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes,

Ci-après désignée « SOGARA »,





Et, sous la condition suspensive de la réalisation de la fusion par absorption de la société SOGARA par la société CARREFOUR HYPERMARCHES :

- SOCIETE NOUVELLE SOGARA

Société par Actions Simplifiée au capital de 7.112.000 euros, dont le siège social est à EVRY (91002) -ZAE Saint Guénault - 1 Rue Jean Mermoz, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés d'EVRY sous le numéro 441 037 405,

Représentée par Monsieur Jean-Claude LE NECHET, ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes,

Ci-après désignée « SOCIETE NOUVELLE SOGARA »,

Ci-après désignées ensemble « les sociétés absorbées »,

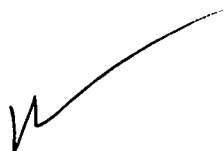
DE SECONDE PART,

La société absorbante et les sociétés absorbées étant ci-après dénommées collectivement les "Parties" ou individuellement une "Partie",

Préalablement aux présentes, les Parties rappellent qu'elles ont conclu le 06 mai 2014, sous diverses charges et conditions, un projet de fusion par absorption des sociétés SOGARA puis SOCIETE NOUVELLE SOGARA par la société CARREFOUR HYPERMARCHES, avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 2014.

Ledit projet de fusion prévoyait :

- l'attribution aux sociétés EUROMARCHE et GUYENNE ET GASCOGNE, associés de la société SOGARA, de 8.245 actions chacune de la société CARREFOUR HYPERMARCHES, en rémunération des apports consécutifs à l'opération de fusion par absorption de la société SOGARA par la société CARREFOUR HYPERMARCHES,
- sous la condition suspensive de la réalisation définitive de la fusion par absorption de la société SOGARA par la société CARREFOUR HYPERMARCHES, la renonciation de la société CARREFOUR HYPERMARCHES à l'attribution d'actions de son propre capital consécutivement à l'opération de fusion par absorption de la société SOCIETE NOUVELLE SOGARA par la société CARREFOUR HYPERMARCHES.

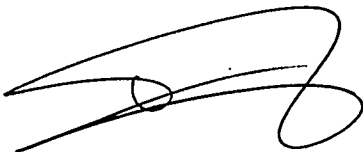


Ceci Exposé, compte tenu des échanges en cours avec la Direction Générale des Finances Publiques, les Parties, prenant acte de la valeur réelle de la société CARREFOUR HYPERMARCHES à prendre en compte pour la détermination du rapport d'échange de l'opération de fusion par absorption de la société SOGARA par la société CARREFOUR HYPERMARCHES, conviennent de modifier la valeur réelle unitaire de l'action CARREFOUR HYPERMARCHES indiquée dans le projet de fusion et de fixer celle-ci à 64.804,23 euros ; ladite modification emportant les conséquences suivantes :

- le rapport d'échange des droits sociaux est donc fixé à 85 actions de la société CARREFOUR HYPERMARCHES pour 10.000 actions de la société SOGARA,
- la société EUROMARCHE, associé et propriétaire de 800.533 actions de la société SOGARA, se verra donc attribuer 6.805 actions de la société CARREFOUR HYPERMARCHES d'une valeur nominale de 100 euros, soit une augmentation de capital de la société CARREFOUR HYPERMARCHES d'un montant de 680.500 euros,
- la société GUYENNE ET GASCOGNE, associé et propriétaire de 800.533 actions de la société SOGARA, se verra donc attribuer 6.805 actions de la société CARREFOUR HYPERMARCHES d'une valeur nominale de 100 euros, soit une augmentation de capital de la société CARREFOUR HYPERMARCHES d'un montant de 680.500 euros,
- la différence entre la valeur nette de l'apport, soit 186.217.234,81 euros et le montant nominal global de l'augmentation de capital de la société CARREFOUR HYPERMARCHES, soit 1.361.000 euros, permettra de constater une prime de fusion d'un montant de 184.856.234,81 euros qui sera inscrite au passif du bilan de la société CARREFOUR HYPERMARCHES.

Pour servir et valoir ce que de droit,  
Fait à Mondeville, le 17 Juillet 2014  
En 7 exemplaires

**Marianne PILLET**  
représentant la société  
**CARREFOUR HYPERMARCHES**



**Jean-Claude LE NECHET**  
représentant les sociétés  
**SOGARA et**  
**SOCIETE NOUVELLE SOGARA**



## **CARREFOUR HYPERMARCHES**

***Société absorbante***

SAS au capital de 6.589.200 euros  
Siège social : EVRY (91002)  
ZAE Saint Guénault – 1 rue Jean Mermoz  
451 321 335 RCS EVRY

**SOCIETE DES GRANDS MAGASINS  
GARONNE ADOUR - SOGARA**  
***Société absorbée***

SAS au capital de 25.000.000 euros  
Siège social : EVRY (91002) - Courcouronnes  
ZAE Saint Guénault – 1 rue Jean Mermoz  
662 720 341 RCS EVRY

**SOCIETE NOUVELLE SOGARA**

***Société absorbée***

SAS au capital de 7.112.000 euros  
Siège social : EVRY (91002)  
ZAE Saint Guénault – 1 rue Jean Mermoz  
441 037 405 RCS EVRY

### **DECLARATION DE REGULARITE ET DE CONFORMITE**

Le soussigné,

- **Jean-Claude LE NECHET**,  
Domicilié à MONDEVILLE (14120) – ZI Route de Paris,

Agissant au nom et pour le compte de la société CARREFOUR HYPERMARCHES et des sociétés SOCIETE DES GRANDS MAGASINS GARONNE ADOUR –SOGARA et SOCIETE NOUVELLE SOGARA,

Ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes,

Fait les déclarations suivantes en application de l'article L 236-6 du Code de Commerce, à l'appui des demandes d'inscription modificative au Registre du Commerce et des Sociétés d'EVRY déposées avec les présentes, en suite de l'opération de fusion-absorption par la société CARREFOUR HYPERMARCHES des sociétés SOCIETE DES GRANDS MAGASINS GARONNE ADOUR –SOGARA et SOCIETE NOUVELLE SOGARA,

- 1°) Conformément aux dispositions de l'article R 236-1 du Code de Commerce, le projet de fusion arrêté par acte signé à Mondeville le 06 mai 2014 ainsi que son avenant signé le 17 juillet 2014 contiennent notamment les motifs, buts et conditions de la fusion, les dates auxquelles ont été arrêtés les comptes des sociétés intéressées utilisés pour établir les conditions de l'opération, la désignation et l'évaluation de l'actif et du passif des sociétés SOCIETE DES GRANDS MAGASINS GARONNE ADOUR –SOGARA et SOCIETE NOUVELLE SOGARA devant être apportés à la société CARREFOUR HYPERMARCHES.
- 2°) Les associés des sociétés CARREFOUR HYPERMARCHES et SOCIETE DES GRANDS MAGASINS GARONNE ADOUR –SOGARA, et l'associé unique de la société SOCIETE NOUVELLE SOGARA ont, par décisions en date du 05 mars 2014 :

- décidé, en application des dispositions de l'article L 236-10 II du Code de Commerce, de ne pas désigner de commissaire à la fusion dans le cadre des opérations de fusion ci-avant visées,
  - désigné, la société FIDORG AUDIT, en qualité de Commissaire aux Apports chargée d'établir un rapport sur la valeur des apports consentis par les sociétés SOCIETE DES GRANDS MAGASINS GARONNE ADOUR – SOGARA et SOCIETE NOUVELLE SOGARA à la société CARREFOUR HYPERMARCHES.
- 3°) Le projet de traité de fusion a été déposé le 12 mai 2014 auprès du Greffe du Tribunal de Commerce d'EVRY pour le compte des sociétés SOCIETE DES GRANDS MAGASINS GARONNE ADOUR – SOGARA et SOCIETE NOUVELLE SOGARA et de la société CARREFOUR HYPERMARCHES.
- 4°) Les avis prévus par l'article R 236-2 du Code de Commerce ont été publiés dans le Bulletin Officiel des Annonces Civiles et Commerciales n° 20140096 du 20 mai 2014 et n° 20140097 du 21 mai 2014
- 5°) Tous les documents nécessaires ont été tenus à la disposition des associés des sociétés concernées par ces opérations conformément aux lois et règlements régissant les sociétés commerciales.
- 6°) Les rapports du Commissaire aux apports concernant lesdites fusions ont été déposés le 19 juin 2014 auprès du Greffe du Tribunal de Commerce d'EVRY.
- 7°) Aux termes des décisions adoptées le 25 juillet 2014, les associés de la société SOCIETE DES GRANDS MAGASINS GARONNE ADOUR – SOGARA ont approuvé la fusion par absorption de la société SOCIETE DES GRANDS MAGASINS GARONNE ADOUR – SOGARA par la société CARREFOUR HYPERMARCHES, dans toutes ses dispositions, notamment l'évaluation qui a été faite des apports effectués et de leur rémunération et ont constaté que la société SOCIETE DES GRANDS MAGASINS GARONNE ADOUR – SOGARA se trouverait dissoute de plein droit, sans liquidation, à compter du 25 juillet 2014 (avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 2014).
- 8°) Aux termes des décisions adoptées le 25 juillet 2014, les associés de la société CARREFOUR HYPERMARCHES, société absorbante, ont :
- approuvé la fusion par voie d'absorption de la société SOCIETE DES GRANDS MAGASINS GARONNE ADOUR – SOGARA par la société CARREFOUR HYPERMARCHES ainsi que l'évaluation des apports et leur rémunération,
  - décidé d'augmenter le capital social de la société CARREFOUR HYPERMARCHES d'une somme de 1.361.000 euros, et de modifier corrélativement les statuts,
  - constaté que la société SOCIETE DES GRANDS MAGASINS GARONNE ADOUR – SOGARA se trouvait ainsi dissoute et liquidée de plein droit à compter du 25 juillet 2014 (avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 2014),
  - approuvé la fusion par voie d'absorption de la société SOCIETE NOUVELLE SOGARA par la société CARREFOUR HYPERMARCHES ainsi que l'évaluation des apports et l'absence d'augmentation de capital liée à l'opération de fusion.
  - constaté que la société SOCIETE NOUVELLE SOGARA se trouvait ainsi dissoute et liquidée de plein droit à compter du 25 juillet 2014 (avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 2014),



## DECLARATION

Comme conséquence des déclarations qui précèdent, le soussigné affirme sous sa responsabilité et les peines édictées par la loi, que l'opération décrite ci-dessus a été décidée et réalisée en conformité de la loi et des règlements.

## DEPOT AU GREFFE

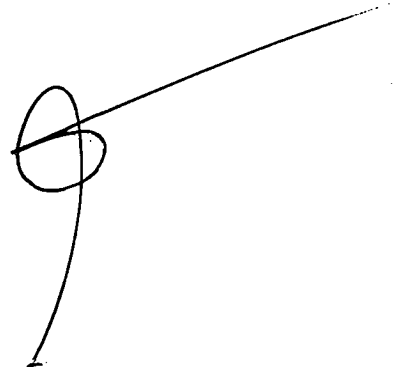
Sont déposées au Greffe du Tribunal de Commerce d'EVRY, avec la présente déclaration :

- une copie certifiée conforme du procès-verbal des décisions des associés en date du 25 juillet 2014 de la société SOCIETE DES GRANDS MAGASINS GARONNE ADOUR – SOGARA,
- une copie certifiée conforme et enregistrée du procès-verbal des décisions des associés du 25 juillet 2014 de la société CARREFOUR HYPERMARCHES,
- une copie certifiée conforme des statuts mis à jour de la société CARREFOUR HYPERMARCHES.

Fait en 3 exemplaires,

A Mondeville,  
Le 25 Juillet 2014

*for*

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized loop with a long horizontal stroke extending to the right and a vertical stroke extending downwards.

**AVENANT AU PROJET D'APPORT PARTIEL D'ACTIFS EN DATE DU 07 MAI 2014**  
**CONSENTI PAR LA SOCIETE HYPARLO**  
**AU PROFIT DE LA SOCIETE CARREFOUR HYPERMARCHES**

**Les Soussignées :**

**- HYPARLO**

Société par Actions Simplifiée au capital de 62.986.240 euros, dont le siège social est à MONDEVILLE (14120) - ZI Route de Paris, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de CAEN sous le numéro 779 636 174,

Représentée par Madame Marianne PILLET, ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes,

Ci-après désignée par « **HYPARLO** » ou la « **société apporteuse** »,

**De première part,**

**Et**

**- CARREFOUR HYPERMARCHES**

Société par Actions Simplifiée au capital de 4.887.100 euros, dont le siège social est à EVRY (91002) - ZAE Saint Guénault - 1 Rue Jean Mermoz, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés d'EVRY sous le numéro 451 321 335,

Représentée par Monsieur Jean-Claude LE NECHET, ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes,

Ci-après désignée par « **CARREFOUR HYPERMARCHES** » ou la « **société bénéficiaire** »,

La société apporteuse et la société bénéficiaire étant ci-après dénommées collectivement les "**Parties**" ou individuellement une "**Partie**",

**De seconde part,**

u

W

Préalablement aux présentes, les Parties rappellent :

- qu'elles ont conclu le 07 mai 2014, sous diverses charges et conditions, un projet d'apport partiel d'actifs, placé sous le régime juridique des scissions conformément à la possibilité prévue par l'article L 236-22 du Code de commerce, aux termes duquel la société HYPARLO ferait apport à la société CARREFOUR HYPERMARCHES de sa Branche Complète d'Activité correspondant à tous les biens et droits immobiliers attachés à l'exploitation de Centres Commerciaux sous enseigne CARREFOUR sis à MABLY (Loire), FRANCHEVILLE (Rhône), MONTLUCON (Allier), SALAISE SUR SANNE (Isère), SALLANCHES (Haute-Savoie), THIERS (Puy de Dôme), FEURS (Loire), GUERET (Creuse), SEGNY (Ain), moyennant l'attribution à la société HYPARLO de 2.644 actions de la société CARREFOUR HYPERMARCHES,
- qu'en ce qui concerne les impôts directs, les Parties entendaient placer, conformément aux dispositions de l'article 210 B - 3 du Code Général des Impôts, le projet d'apport sus-visé sous le régime de faveur des fusions prévu à l'article 210 A dudit code, étant précisé que l'application du régime de l'article 210 B du Code Général des Impôts est subordonnée à l'obtention d'un agrément de la Direction Générale des Finances Publiques.

Ceci Exposé, les Parties conviennent, compte tenu des échanges en cours avec la Direction Générale des Finances Publiques :

1. de modifier la valeur réelle unitaire de l'action CARREFOUR HYPERMARCHES indiquée dans le projet d'apport et de fixer celle-ci à 64.803,26 euros ; ladite modification emportant les conséquences suivantes :
  - la société HYPARLO se verra attribuer, en rémunération des apports susvisés, 2.172 actions nouvelles de la société CARREFOUR HYPERMARCHES (au lieu des 2.644 actions indiquées dans le projet d'apport du 07 mai 2014), laquelle augmentera son capital social d'un montant de 217.200 euros,
  - la différence entre la valeur nette de l'apport, soit 23.533.163,95 euros et le montant nominal de l'augmentation de capital de la société CARREFOUR HYPERMARCHES, soit 217.200 euros, permettra de constater une prime d'apport d'un montant de 23.315.963,95 euros qui sera inscrite au passif du bilan de la société CARREFOUR HYPERMARCHES,
2. de différencier le traitement fiscal dudit apport partiel d'actifs de la façon suivante :
  - seuls les apports des biens et droits immobiliers attachés à la coque des hypermarchés seront placés, en ce qui concerne les impôts directs, conformément aux dispositions de l'article 210B -3 du Code Général des Impôts, sous le régime de faveur des fusions prévu à l'article 210 A dudit code tel que celui-ci est exposé dans le projet du 07 mai 2014,
  - les apports des autres biens et droits immobiliers attachés notamment à l'exploitation de la galerie et du retail park des Centre Commerciaux sous enseigne CARREFOUR sus-visés seront placés, en ce qui concerne les impôts directs, sous le régime fiscal de droit commun, et ne pourront bénéficier en conséquence des dispositions de l'article 817 B du Code Général des Impôts. Dans ce contexte, les Parties déclarent imputer par priorité le passif transmis sur les éléments d'actif circulant.





3. et pour les seuls besoins de ce traitement fiscal, d'apporter les précisions suivantes quant à la décomposition des apports :

**I - ACTIF NET APPORTE**

**A/ Apports des biens et droits immobiliers attachés à la coque de l'hypermarché (placés sous le régime de l'article 210-A du Code Général des Impôts)**

| Actif apporté       | Passif apporté | Actif net apporté   |
|---------------------|----------------|---------------------|
| 23 380 627,40 euros | 0 euro         | 23 380 627,40 euros |

**B/ Apports des biens et droits immobiliers attachés notamment à l'exploitation de la galerie et du retail park (placés sous le régime fiscal de droit commun)**

| Actif apporté    | Passif apporté  | Actif net apporté |
|------------------|-----------------|-------------------|
| 175 706,08 euros | 23 169,53 euros | 152 536,55 euros  |

**II - REMUNERATION DES APPORTS**

| Nature actifs apportés                                                                        | Actif net apporté (en euros) | Valeur réelle apports (en euros) | Nombre actions créées | Augmentation capital (en euros) | Prime d'apport (en euros) |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------|----------------------------------|-----------------------|---------------------------------|---------------------------|
| Actifs attachés à la coque hypermarché (régime fiscal 210-A CGI)                              | 23 380 627,40                | 137 013 000,00                   | 2 114                 | 211 400,00                      | 23 169 227,40             |
| Actifs attachés à l'exploitation de la galerie et du retail park (régime fiscal droit commun) | 152 536,55                   | 3 777 000,00                     | 58                    | 58 00,00                        | 146 736,55                |
| Total                                                                                         | 23 533 163,95                | 140 790 000,00                   | 2 172                 | 217 200,00                      | 23 315 963,95             |

4. de fixer la date d'effet desdits apports au 30 juin 2014.

Pour servir et valoir ce que de droit,  
Fait à Mondeville, le 08 Juillet 2014  
En 3 exemplaires

HYPARLO

CARREFOUR HYPERMARCHES

**AVENANT AU PROJET D'APPORT PARTIEL D'ACTIFS EN DATE DU 07 MAI 2014**  
**CONSENTI PAR LA SOCIETE GM CARREFOUR**  
**AU PROFIT DE LA SOCIETE CARREFOUR HYPERMARCHES**

**Les Soussignées :**

**- GM CARREFOUR**

Société par Actions Simplifiée au capital de 661.446 euros, dont le siège social est à MONDEVILLE (14120) - ZI Route de Paris, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de CAEN sous le numéro 501 637 854,

Représentée par Madame Marianne PILLET, ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes,

Ci-après désignée par «**GM CARREFOUR**» ou la «**société apporteuse**»,

**De première part,**

**Et**

**- CARREFOUR HYPERMARCHES**

Société par Actions Simplifiée au capital de 4.887.100 euros, dont le siège social est à EVRY (91002) - ZAE Saint Guénault - 1 Rue Jean Mermoz, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés d'EVRY sous le numéro 451 321 335,

Représentée par Monsieur Jean-Claude LE NECHET, ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes,

Ci-après désignée par «**CARREFOUR HYPERMARCHES**» ou la «**société bénéficiaire**»,

La société apporteuse et la société bénéficiaire étant ci-après dénommées collectivement les "**Parties**" ou individuellement une "**Partie**",

**De seconde part,**





Préalablement aux présentes, les Parties rappellent :

- qu'elles ont conclu le 07 mai 2014, sous diverses charges et conditions, un projet d'apport partiel d'actifs, placé sous le régime juridique des scissions conformément à la possibilité prévue par l'article L 236-22 du Code de commerce, aux termes duquel la société GM CARREFOUR ferait apport à la société CARREFOUR HYPERMARCHES de sa Branche Complète d'Activité correspondant à tous les biens et droits immobiliers attachés à l'exploitation du Centre Commercial sous enseigne CARREFOUR sis à CHALON SUR SAONE (71), moyennant l'attribution à la société GM CARREFOUR de 854 actions de la société CARREFOUR HYPERMARCHES,
- qu'en ce qui concerne les impôts directs, les Parties entendaient placer, conformément aux dispositions de l'article 210 B - 3 du Code Général des Impôts, le projet d'apport sus-visé sous le régime de faveur des fusions prévu à l'article 210 A dudit code, étant précisé que l'application du régime de l'article 210 B du Code Général des Impôts est subordonnée à l'obtention d'un agrément de la Direction Générale des Finances Publiques.

Ceci Exposé, les Parties conviennent, compte tenu des échanges en cours avec la Direction Générale des Finances Publiques :

1. de modifier la valeur réelle unitaire de l'action CARREFOUR HYPERMARCHES indiquée dans le projet d'apport et de fixer celle-ci à 64.803,26 euros ; ladite modification emportant les conséquences suivantes :
  - la société GM CARREFOUR se verra attribuer, en rémunération des apports susvisés, 702 actions nouvelles de la société CARREFOUR HYPERMARCHES (au lieu des 854 actions indiquées dans le projet d'apport du 07 mai 2014), laquelle augmentera son capital social d'un montant de 70.200 euros,
  - la différence entre la valeur nette de l'apport, soit 18.041.707,92 euros et le montant nominal de l'augmentation de capital de la société CARREFOUR HYPERMARCHES, soit 70.200 euros, permettra de constater une prime d'apport d'un montant de 17.971.507,92 euros qui sera inscrite au passif du bilan de la société CARREFOUR HYPERMARCHES,
2. de différencier le traitement fiscal dudit apport partiel d'actifs de la façon suivante :
  - seuls les apports des biens et droits immobiliers attachés à la coque de l'hypermarché seront placés, en ce qui concerne les impôts directs, conformément aux dispositions de l'article 210B -3 du Code Général des Impôts, sous le régime de faveur des fusions prévu à l'article 210 A dudit code tel que celui-ci est exposé dans le projet du 07 mai 2014,
  - les apports des autres biens et droits immobiliers attachés notamment à l'exploitation de la galerie et du retail park du Centre Commercial sous enseigne CARREFOUR sus-visé seront placés, en ce qui concerne les impôts directs, sous le régime fiscal de droit commun, et ne pourront bénéficier en conséquence des dispositions de l'article 817 B du Code Général des Impôts. S'agissant d'un apport à titre pur et simple, celui-ci rendra exigible le droit fixe prévu à l'article 810-I du Code Général des Impôts.

✓

✓

3. et pour les seuls besoins de ce traitement fiscal, d'apporter les précisions suivantes quant à la décomposition des apports :

**I - ACTIF NET APPORTE**

**A/ Apports des biens et droits immobiliers attachés à la coque de l'hypermarché (placés sous le régime de l'article 210-A du Code Général des Impôts)**

| Actif apporté       | Passif apporté   | Actif net apporté   |
|---------------------|------------------|---------------------|
| 18 058 105,18 euros | 101 305,26 euros | 17 956 799,92 euros |

**B/ Apports des biens et droits immobiliers attachés notamment à l'exploitation de la galerie et du retail park (placés sous le régime fiscal de droit commun)**

| Actif apporté   | Passif apporté | Actif net apporté |
|-----------------|----------------|-------------------|
| 84 908,00 euros | Néant          | 84 908,00 euros   |

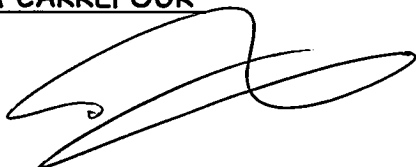
**II - REMUNERATION DES APPORTS**

| Nature actifs apportés                                                                        | Actif net apporté (en euros) | Valeur réelle apports (en euros) | Nombre actions créées | Augmentation capital (en euros) | Prime d'apport (en euros) |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------|----------------------------------|-----------------------|---------------------------------|---------------------------|
| Actifs attachés à la coque hypermarché (régime fiscal 210-A CGI)                              | 17 956 799,92                | 37 828 000,00                    | 584                   | 58 400,00                       | 17 898 399,92             |
| Actifs attachés à l'exploitation de la galerie et du retail park (régime fiscal droit commun) | 84 908,00                    | 7 637 000,00                     | 118                   | 11 800,00                       | 73 108,00                 |
| Total                                                                                         | 18 041 707,92                | 45 465 000,00                    | 702                   | 70 200,00                       | 17.971.507,92             |

4. de fixer la date d'effet desdits apports au 30 juin 2014.

Pour servir et valoir ce que de droit,  
Fait à Mondeville, le 08 Juillet 2014  
En 3 exemplaires

**GM CARREFOUR**



**CARREFOUR HYPERMARCHES**



068223

**CARREFOUR HYPERMARCHES**  
SAS au capital de 4.887.100 Euros  
Siège Social : 1, Rue Jean Mermoz  
ZAE Saint-Guénault  
91002 EVRY  
451 321 335 RCS EVRY

Acte déposé au Greffe du Tribunal de Commerce d'EVRY



Le : 17 NOV. 2014

Numéro : A14001

**PROCES-VERBAL DES DECISIONS DES ASSOCIES  
EN DATE DU 25 JUILLET 2014**

Les soussignés :

- **CARREFOUR FRANCE SAS**  
Propriétaire de ..... 17.803 actions
- **EUROMARCHE SAS**  
Propriétaire de ..... 13.302 actions
- **GM CARREFOUR SAS**  
Propriétaire de ..... 1.231 actions
- **SOCIETE FOUGERAISE DE DISTRIBUTION - SOFODIS SAS**  
Propriétaire de ..... 248 actions
- représentées par Monsieur Noël PRIOUX,  
ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes,
- **CARREFOUR SA,**  
propriétaire de ..... 11.105 actions
- représentée par Monsieur Franck TASSAN,  
ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes,
- **HYPARLO SAS**  
Propriétaire de ..... 3.669 actions
- **SOCIETE D'EXPLOITATION AMIDIS ET COMPAGNIE SAS**  
Propriétaire de ..... 898 actions
- **ALODIS SAS**  
Propriétaire de ..... 615 actions
- représentées par Monsieur Alain GAUVIN,  
ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes,

Total égal au nombre d'actions  
composant le capital social

48.871 actions

En leur qualité de seuls associés détenant la totalité des actions composant le capital social de la Société CARREFOUR HYPERMARCHES,

Monsieur Eric BOURGEOIS intervenant également aux présentes en sa qualité de Président de la société CARREFOUR HYPERMARCHES,

Après avoir :

➤ indiqué que l'**ordre du jour** des décisions objet des présentes est le suivant :

- ◆ Examen et approbation du projet d'apport partiel d'actifs consenti par la société HYPARLO à la société CARREFOUR HYPERMARCHES ; approbation de cet apport et de sa rémunération ; augmentation de capital ;
- ◆ Constatation des engagements consécutifs à l'agrément fiscal délivré par la Direction Générale des Finances Publiques,
- ◆ Examen et approbation du projet d'apport partiel d'actifs consenti par la société GM CARREFOUR à la société CARREFOUR HYPERMARCHES ; approbation de cet apport et de sa rémunération ; augmentation de capital ;
- ◆ Constatation des engagements consécutifs à l'agrément fiscal délivré par la Direction Générale des Finances Publiques,
- ◆ Examen et approbation du projet d'apport partiel d'actifs consenti par la société SOCIETE FOUGERAISE DE DISTRIBUTION - SOFODIS à la société CARREFOUR HYPERMARCHES ; approbation de cet apport et de sa rémunération ; augmentation de capital ;
- ◆ Constatation des engagements consécutifs à l'agrément fiscal délivré par la Direction Générale des Finances Publiques,
- ◆ Examen et approbation du projet de fusion par absorption des sociétés SOCIETE DES GRANDS MAGASINS GARONNE ADOUR – SOGARA puis SOCIETE NOUVELLE SOGARA par la société CARREFOUR HYPERMARCHES ; approbation de ces fusions et de leur rémunération ; augmentation de capital ;
- ◆ Constatation de la réalisation définitive de la fusion et de la dissolution simultanée, sans liquidation, des sociétés SOCIETE DES GRANDS MAGASINS GARONNE ADOUR – SOGARA puis SOCIETE NOUVELLE SOGARA ;
- ◆ Examen et approbation du projet de fusion par absorption de la société SOCIETE FECAMPOISE DE SUPERMARCHES ; approbation de cette fusion et de sa rémunération ; augmentation de capital ;
- ◆ Constatation de la réalisation définitive de la fusion et de la dissolution simultanée, sans liquidation, de la société SOCIETE FECAMPOISE DE SUPERMARCHES ;
- ◆ Constatation de l'augmentation de capital globale résultant des opérations d'apports partiels d'actifs et de fusion ;
- ◆ Modification corrélative des articles 6 et 7 des statuts ;
- ◆ Pouvoirs à conférer à l'effet de signer les déclarations de régularité et de conformité prévues par l'article L 236-6 du code de commerce ;
- ◆ Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

➤ pris connaissance des documents suivants :

- ◆ le rapport du président,
- ◆ le projet d'apport partiel d'actifs établi par acte sous seing privé à MONDEVILLE le 07 mai 2014 entre HYPARLO société apporteuse, et CARREFOUR HYPERMARCHES, société bénéficiaire,
- ◆ les certificats de dépôt dudit projet d'apport partiel d'actifs auprès du Greffe du Tribunal de Commerce de CAEN et d'EVRY en date du 12 mai 2014,
- ◆ les avis dudit projet d'apport partiel d'actifs parus dans le Bulletin Officiel des Annonces Civiles et Commerciales n° 20140097 du 21 mai 2014 et n° 20140098 du 22 mai 2014,
- ◆ le rapport en date du 17 juin 2014 portant sur l'évaluation des apports consentis par la société HYPARLO, établi par le Commissaire aux apports, désigné par décisions de l'associé unique de la société HYPARLO en date du 05 mars 2014 et par décisions unanimes des associés de la société CARREFOUR HYPERMARCHES en date du 05 mars 2014,
- ◆ le certificat de dépôt dudit rapport du Commissaire aux apports auprès du Greffe du Tribunal de Commerce d'EVRY en date du 19 juin 2014,
- ◆ l'avenant audit projet d'apport partiel d'actifs en date du 8 juillet 2014 conclu entre HYPARLO société apporteuse, et CARREFOUR HYPERMARCHES, société bénéficiaire,



- ♦ le projet d'apport partiel d'actifs établi par acte sous seing privé à MONDEVILLE le 07 mai 2014 entre GM CARREFOUR société apporteuse, et CARREFOUR HYPERMARCHES, société bénéficiaire,
- ♦ les certificats de dépôt dudit projet d'apport partiel d'actifs auprès du Greffe du Tribunal de Commerce de CAEN et d'EVRY en date du 12 mai 2014,
- ♦ les avis dudit projet d'apport partiel d'actifs parus dans le Bulletin Officiel des Annonces Civiles et Commerciales n° 20140097 du 21 mai 2014 et n° 20140098 du 22 mai 2014,
- ♦ le rapport en date du 17 juin 2014 portant sur l'évaluation des apports consentis par la société GM CARREFOUR, établi par le Commissaire aux apports, désigné par décisions unanimes des associés de la société GM CARREFOUR en date du 05 mars 2014 et par décisions unanimes des associés de la société CARREFOUR HYPERMARCHES en date du 05 mars 2014,
- ♦ le certificat de dépôt dudit rapport du Commissaire aux apports auprès du Greffe du Tribunal de Commerce d'EVRY en date du 19 juin 2014,
- ♦ l'avenant audit projet d'apport partiel d'actifs en date du 8 juillet 2014 conclu entre GM CARREFOUR, société apporteuse, et CARREFOUR HYPERMARCHES, société bénéficiaire,
- ♦ le projet d'apport partiel d'actifs établi par acte sous seing privé à MONDEVILLE le 07 mai 2014 entre SOCIETE FOUGERAISE DE DISTRIBUTION – SOFODIS, société apporteuse, et CARREFOUR HYPERMARCHES, société bénéficiaire,
- ♦ les certificats de dépôt dudit projet d'apport partiel d'actifs auprès du Greffe du Tribunal de Commerce de CAEN et d'EVRY en date du 12 mai 2014,
- ♦ les avis dudit projet d'apport partiel d'actifs parus dans le Bulletin Officiel des Annonces Civiles et Commerciales n° 20140097 du 21 mai 2014 et n° 20140098 du 22 mai 2014,
- ♦ le rapport en date du 17 juin 2014 portant sur l'évaluation des apports consentis par la société SOCIETE FOUGERAISE DE DISTRIBUTION - SOFODIS, établi par le Commissaire aux apports, désigné par décisions de l'associé unique de la société SOCIETE FOUGERAISE DE DISTRIBUTION - SOFODIS en date du 05 mars 2014 et par décisions unanimes des associés de la société CARREFOUR HYPERMARCHES en date du 05 mars 2014,
- ♦ le certificat de dépôt dudit rapport du Commissaire aux apports, auprès du Greffe du Tribunal de Commerce d'EVRY en date du 19 juin 2014,
- ♦ l'avenant audit projet d'apport partiel d'actifs en date du 8 juillet 2014 conclu entre SOCIETE FOUGERAISE DE DISTRIBUTION - SOFODIS, société apporteuse, et CARREFOUR HYPERMARCHES, société bénéficiaire,
- ♦ le projet de fusion par voie d'absorption des sociétés SOCIETE DES GRANDS MAGASINS GARONNE ADOUR – SOGARA puis SOCIETE NOUVELLE SOGARA par la société CARREFOUR HYPERMARCHES établi par acte sous seing privé en date du 06 mai 2014,
- ♦ les certificats de dépôt dudit projet de fusion auprès du Greffe du Tribunal de Commerce d'EVRY pour les sociétés SOCIETE DES GRANDS MAGASINS GARONNE ADOUR – SOGARA, SOCIETE NOUVELLE SOGARA et CARREFOUR HYPERMARCHES en date du 12 mai 2014,
- ♦ les avis dudit projet de fusion parus dans le Bulletin Officiel des Annonces Civiles et Commerciales n° 20140096 du 20 mai 2014 et n° 20140097 du 21 mai 2014,
- ♦ le rapport en date du 13 juin 2014 portant sur la valeur des apports consentis par la société SOCIETE DES GRANDS MAGASINS GARONNE ADOUR – SOGARA établi par la société FIDORG AUDIT, Commissaire aux apports désigné par décisions unanimes des associés de la société SOCIETE DES GRANDS MAGASINS GARONNE ADOUR – SOGARA en date du 05 mars 2014 et par décisions unanimes des associés de la société CARREFOUR HYPERMARCHES en date du 05 mars 2014,
- ♦ le certificat de dépôt dudit rapport du Commissaire aux apports auprès du Greffe du Tribunal de Commerce d'EVRY en date du 19 juin 2014,
- ♦ le rapport en date du 13 juin 2014 portant sur la valeur des apports consentis par la société SOCIETE NOUVELLE SOGARA établi par le Commissaire aux apports désigné par décisions de l'associé unique de la société SOCIETE NOUVELLE SOGARA en date du 05 mars 2014 et par décisions unanimes des associés de la société CARREFOUR HYPERMARCHES en date du 05 mars 2014,
- ♦ le certificat de dépôt dudit rapport du Commissaire aux apports auprès du Greffe du Tribunal de Commerce d'EVRY en date du 19 juin 2014,
- ♦ l'avenant audit projet de fusion en date du 17 juillet 2014 conclu entre SOCIETE DES GRANDS MAGASINS GARONNE ADOUR – SOGARA, SOCIETE NOUVELLE SOGARA, sociétés absorbées et CARREFOUR HYPERMARCHES, société absorbante,

- ♦ le projet de fusion par voie d'absorption de la société SOCIETE FECAMPOISE DE SUPERMARCHES par la société CARREFOUR HYPERMARCHES établi par acte sous seing privé en date du 05 mai 2014,
- ♦ les certificats de dépôt dudit projet de fusion auprès du Greffe du Tribunal de Commerce de CAEN et d'EVRY pour les sociétés SOCIETE FECAMPOISE DE SUPERMARCHES et CARREFOUR HYPERMARCHES en date du 12 mai 2014,
- ♦ les avis dudit projet de fusion parus dans le Bulletin Officiel des Annonces Civiles et Commerciales n° 20140097 du 21 mai 2014 et n° 20140098 du 22 mai 2014,
- ♦ le rapport en date du 13 juin 2014 portant sur la valeur des apports consentis par la société SOCIETE FECAMPOISE DE SUPERMARCHES établi par le Commissaire aux apports désigné par décisions de l'associé unique de la société SOCIETE FECAMPOISE DE SUPERMARCHES en date du 05 mars 2014 et par décisions unanimes des associés de la société CARREFOUR HYPERMARCHES en date du 05 mars 2014,
- ♦ le certificat de dépôt dudit rapport du Commissaire aux apports auprès du Greffe du Tribunal de Commerce d'EVRY en date du 19 juin 2014,
- ♦ l'avenant audit projet de fusion en date du 17 juillet 2014 conclu entre SOCIETE FECAMPOISE DE SUPERMARCHE, sociétés absorbée et CARREFOUR HYPERMARCHES, société absorbante,
- ♦ le texte des décisions proposées,
- ♦ les statuts.

Ont adopté toutes les décisions suivantes :

#### **PREMIERE DECISION**

Les associés, après avoir pris connaissance :

- du rapport du président,
- du rapport du Commissaire aux apports désigné par décisions de l'associé unique de la société HYPARLO en date du 05 mars 2014 et par décisions unanimes des associés de la société CARREFOUR HYPERMARCHES en date du 05 mars 2014,
- du projet d'apport partiel d'actifs en date du 07 mai 2014 et de son avenant en date du 08 juillet 2014 conclu avec la société HYPARLO, SAS au capital de 62.986.240 euros, dont le siège social est à MONDEVILLE (14120) – ZI Route de Paris, immatriculée au RCS de CAEN sous le numéro 779 636 174,

aux termes duquel la société HYPARLO fait apport, sous diverses charges et conditions, à titre d'apport partiel d'actifs placé sous le régime juridique des scissions prévu à l'article L 236-22 du code de commerce, à la société CARREFOUR HYPERMARCHES, de sa Branche Complète d'Activité correspondant à tous les biens et droits immobiliers attachés à l'exploitation de Centres Commerciaux sous enseigne CARREFOUR sis à MABLY (Loire), FRANCHEVILLE (Rhône), MONTLUCON (Allier), SALAISE SUR SANNE (Isère), SALLANCHES (Haute-Savoie), THIERS (Puy de Dôme), FEURS (Loire), GUERET (Creuse), SEGNY (Ain), telle qu'elle ressort des comptes de référence établis au 31 décembre 2013 et telle qu'elle se trouvera modifiée à la Date de Réalisation de l'apport partiel d'actifs,

à savoir, les éléments d'actifs rattachés à cette Branche d'Activité, moyennant la prise en charge par CARREFOUR HYPERMARCHES des éléments de passif dépendant de cette Branche d'Activité, tels que ces éléments d'actif et de passif existeront au jour de la réalisation définitive des apports,

- ledit apport partiel d'actifs représentant un actif net apporté par la société HYPARLO de 23.533.163,95 Euros,



- ledit apport étant consenti moyennant l'attribution à la société HYPARLO de 2.172 actions nouvelles, entièrement libérées, à créer par la société CARREFOUR HYPERMARCHES qui augmentera son capital d'une somme de 217.200 euros (sur la base d'une valeur nominale par action de 100 euros),
- ces 2.172 actions nouvelles portant jouissance à compter de ce jour, elles seront entièrement assimilées aux actions anciennes, jouiront des mêmes droits et supporteront les mêmes charges,
- la différence entre la valeur nette de l'apport et le montant nominal de l'augmentation de capital de la société CARREFOUR HYPERMARCHES constituant une prime d'apport qui sera inscrite au passif du bilan de la société CARREFOUR HYPERMARCHES, et sur laquelle porteront les droits de tous les associés, anciens et nouveaux, et s'élevant à 23.315.963,95 euros,
- ledit apport partiel d'actifs étant soumis en ce qui concerne les impôts directs :
  - ✓ pour les seuls apports des biens et droits immobiliers attachés à la coque des hypermarchés, conformément aux dispositions de l'article 210B -3 du Code Général des Impôts, sous le régime de faveur des fusions prévu à l'article 210 A dudit code,
  - ✓ pour les apports des autres biens et droits immobiliers attachés notamment à l'exploitation de la galerie et du retail park des Centres Commerciaux sous enseigne CARREFOUR, sous le régime fiscal de droit commun, lesdits apports ne pouvant pas en conséquence bénéficier des dispositions de l'article 817 B du Code Général des Impôts,
- ledit apport étant décomposé de la manière suivante pour les seuls besoins du traitement fiscal de la présente opération d'apport partiel d'actifs:

| Nature actifs apportés                                                                        | Actif apporté (en euros) | Passif apporté (en euros) | Actif net apporté (en euros) | Nombre actions créées | Augmentation capital (en euros) | Prime d'apport (en euros) |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------|---------------------------|------------------------------|-----------------------|---------------------------------|---------------------------|
| Actifs attachés à la coque hypermarché (régime fiscal 210-A CGI)                              | 23.380.627,40            | 0                         | 23.380.627,40                | 2 114                 | 211.400,00                      | 23.169.227,40             |
| Actifs attachés à l'exploitation de la galerie et du retail park (régime fiscal droit commun) | 175.706,08               | 23.169,53                 | 152.536,55                   | 58                    | 5.800,00                        | 146.736,55                |
| Total                                                                                         | 23.556.333,48            | 23.169,53                 | 23.533.163,95                | 2.172                 | 217.200,00                      | 23.315.963,95             |

et après avoir pris acte :

- de l'approbation par l'associé unique de la société HYPARLO des comptes clos le 31 décembre 2013 et de la présente opération d'apport,
- de l'approbation par les associés de la société CARREFOUR HYPERMARCHES des comptes clos le 31 décembre 2013,
- de l'agrément fiscal n° 2014/10706/21 délivré le 25 juillet 2014 par la Direction Générale des Finances Publiques,

approuvent cette opération d'apport partiel d'actifs dans toutes ses dispositions, notamment l'évaluation qui a été faite des apports effectués et de leur rémunération ainsi que leur Date de Réalisation fixée rétroactivement au 30 juin 2014,

décident l'émission de 2.172 actions nouvelles entièrement libérées au profit de la société HYPARLO en rémunération de ses apports et l'augmentation du capital de la société CARREFOUR HYPERMARCHES corrélative dans les conditions sus mentionnées et approuvent le montant de la prime d'apport corrélative,

constatent la réalisation des conditions suspensives stipulées dans le traité d'apport,

constatent que cette opération se trouve définitivement réalisée à compter rétroactivement du 30 juin 2014,

décident que le montant de l'actif net effectivement apporté à la Date de Réalisation définitive des apports sera constaté par décisions ultérieures des associés de la société CARREFOUR HYPERMARCHES et que la différence entre l'actif net total effectivement apporté et celui ci-avant approuvé sera comptabilisé par imputation ou par augmentation de la prime d'apport, de telle sorte que le montant de l'augmentation de capital résultant de l'opération d'apport ci-avant approuvée reste intangible.

**Cette décision est adoptée à l'unanimité.**

#### **DEUXIEME DECISION**

Les associés prennent acte de l'ensemble des engagements liés aux décisions de la Direction Générale des Finances Publiques accordant l'agrément prévu à l'article 210-B du Code Général des Impôts à l'opération d'apport partiel d'actifs, ci-avant approuvée consentie par la société HYPARLO au profit de la société CARREFOUR HYPERMARCHES, ledit agrément étant accordé aux seuls apports des biens et droits immobiliers attachés à la coque des hypermarchés, à savoir notamment:

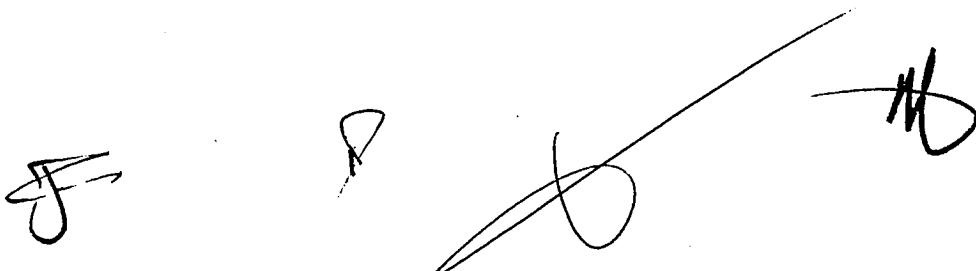
1. Engagement par la société HYPARLO de conserver les titres CARREFOUR HYPERMARCHES reçus en rémunération :

- d'une part, de ses apports effectués le 30 novembre 2013 au profit de la société CARREFOUR HYPERMARCHES, soit 3.669 titres,
- d'autre part, des apports ci-avant approuvés effectués au profit de la société CARREFOUR HYPERMARCHES et bénéficiant du régime fiscal de faveur, soit 2.114 titres,

soit un total de 5.783 titres, et ce pendant une durée minimum de 3 ans à compter de la date de réalisation des apports ci-avant approuvés.

2. Engagement de la société CARREFOUR HYPERMARCHES de ne pas distribuer le montant de la prime d'apport consécutive :

- d'une part, aux apports effectués par la société HYPARLO le 30 novembre 2013 au profit de la société CARREFOUR HYPERMARCHES, soit 90.386.173,63 euros,



- d'autre part, aux apports ci-avant approuvés effectués par la société HYPARLO au profit de la société CARREFOUR HYPERMARCHES et bénéficiant du régime fiscal de faveur, soit 23.169.227,40 euros, étant précisé que ce montant sera ajusté de la variation positive ou négative de l'actif net effectivement apporté à la Date de Réalisation par rapport à l'actif net ci-avant approuvé,

pendant une durée minimum de 3 ans à compter de la date de réalisation des apports ci-avant approuvés.

3. Engagement des associés de la société CARREFOUR HYPERMARCHES, en cas de décision d'incorporation de ladite prime d'apport au capital de la société CARREFOUR HYPERMARCHES, de conserver les titres reçus en échange de cette augmentation de capital pendant une durée minimum de 3 ans à compter de la date de réalisation des apports ci avant approuvés.

**Cette décision est adoptée à l'unanimité.**

### **TROISIEME DECISION**

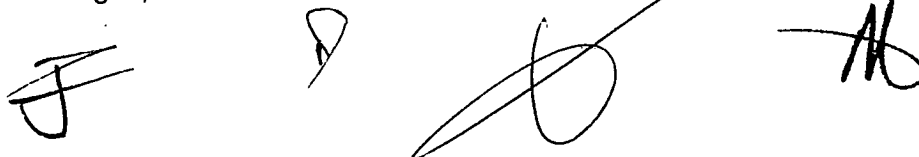
Les associés, après avoir pris connaissance :

- du rapport du président,
- du rapport du Commissaire aux apports désigné par décisions unanimes des associés de la société GM CARREFOUR en date du 05 mars 2014 et par décisions unanimes des associés de la société CARREFOUR HYPERMARCHES en date du 05 mars 2014,
- du projet d'apport partiel d'actifs en date du 07 mai 2014 et de son avenant en date du 08 juillet 2014 conclu avec la société GM CARREFOUR, SAS au capital de 661.446 euros, dont le siège social est à MONDEVILLE (14120) – ZI Route de Paris, immatriculée au RCS de CAEN sous le numéro 501 637 854,

aux termes duquel la société GM CARREFOUR fait apport, sous diverses charges et conditions, à titre d'apport partiel d'actifs placé sous le régime juridique des scissions prévu à l'article L 236-22 du code de commerce, à la société CARREFOUR HYPERMARCHES, de sa Branche Complète d'Activité correspondant à tous les biens et droits immobiliers attachés à l'exploitation du Centre Commercial sous enseigne CARREFOUR sis à CHALON SUR SAONE (71), telle qu'elle ressort des comptes de référence établis au 31 décembre 2013 et telle qu'elle se trouvera modifiée à la Date de Réalisation de l'apport partiel d'actifs,

à savoir, les éléments d'actifs rattachés à cette Branche d'Activité, moyennant la prise en charge par CARREFOUR HYPERMARCHES des éléments de passif dépendant de cette Branche d'Activité, tels que ces éléments d'actif et de passif existeront au jour de la réalisation définitive des apports,

- ledit apport partiel d'actifs représentant un actif net apporté par la société GM CARREFOUR de 18.041.707,92 Euros,
- ledit apport étant consenti moyennant l'attribution à la société GM CARREFOUR de 702 actions nouvelles, entièrement libérées, à créer par la société CARREFOUR HYPERMARCHES qui augmentera son capital d'une somme de 70.200 euros (sur la base d'une valeur nominale par action de 100 euros),
- ces 702 actions nouvelles portant jouissance à compter de ce jour, elles seront entièrement assimilées aux actions anciennes, jouiront des mêmes droits et supporteront les mêmes charges,



- la différence entre la valeur nette de l'apport et le montant nominal de l'augmentation de capital de la société CARREFOUR HYPERMARCHES constituant une prime d'apport qui sera inscrite au passif du bilan de la société CARREFOUR HYPERMARCHES, et sur laquelle porteront les droits de tous les associés, anciens et nouveaux, et s'élevant à 17.971.507,92 euros,
- ledit apport partiel d'actifs étant soumis en ce qui concerne les impôts directs :
  - ✓ pour les seuls apports des biens et droits immobiliers attachés à la coque de l'hypermarché sis à CHALON SUR SAONE, conformément aux dispositions de l'article 210B -3 du Code Général des Impôts, sous le régime de faveur des fusions prévu à l'article 210 A dudit code,
  - ✓ pour les apports des autres biens et droits immobiliers attachés notamment à l'exploitation de la galerie et du retail park du Centre Commercial sous enseigne CARREFOUR sis à CHALON SUR SAONE, sous le régime fiscal de droit commun, lesdits apports ne pouvant pas en conséquence bénéficier des dispositions de l'article 817 B du Code Général des Impôts,
- ledit apport étant décomposé de la manière suivante pour les seuls besoins du traitement fiscal de la présente opération d'apport partiel d'actifs :

| Nature actifs apportés                                                                        | Actif apporté (en euros) | Passif apporté (en euros) | Actif net apporté (en euros) | Nombre actions créées | Augmentation capital (en euros) | Prime d'apport (en euros) |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------|---------------------------|------------------------------|-----------------------|---------------------------------|---------------------------|
| Actifs attachés à la coque hypermarché (régime fiscal 210-A CGI)                              | 18.058.105,18            | 101.305,26                | 17.956.799,92                | 584                   | 58.400                          | 17.898.399,92             |
| Actifs attachés à l'exploitation de la galerie et du retail park (régime fiscal droit commun) | 84.908,00                | 0                         | 84.908,00                    | 118                   | 11.800                          | 73.108,00                 |
| Total                                                                                         | 18.143.013,18            | 101.305,26                | 18.041.707,92                | 702                   | 70.200,00                       | 17.971.507,92             |

et après avoir pris acte :

- de l'approbation par les associés de la société GM CARREFOUR des comptes clos le 31 décembre 2013 et de la présente opération d'apport,
- de l'approbation par les associés de la société CARREFOUR HYPERMARCHES des comptes clos le 31 décembre 2013,
- de l'agrément fiscal n° 2014/10707/21 délivré le 25 juillet 2014 par la Direction Générale des Finances Publiques,

approuvent cette opération d'apport partiel d'actifs dans toutes ses dispositions, notamment l'évaluation qui a été faite des apports effectués et de leur rémunération ainsi que leur Date de Réalisation fixée rétroactivement au 30 juin 2014,

décident l'émission de 702 actions nouvelles entièrement libérées au profit de la société GM CARREFOUR en rémunération de ses apports et l'augmentation du capital de la société CARREFOUR HYPERMARCHES corrélative dans les conditions sus mentionnées et approuvent le montant de la prime d'apport corrélative,

constatent la réalisation des conditions suspensives stipulées dans le traité d'apport,

constatent que cette opération se trouve définitivement réalisée à compter rétroactivement du 30 juin 2014,

décident que le montant de l'actif net effectivement apporté à la Date de Réalisation définitive des apports sera constaté par décisions ultérieures des associés de la société CARREFOUR HYPERMARCHES et que la différence entre l'actif net total effectivement apporté et celui ci-avant approuvé sera comptabilisé par imputation ou par augmentation de la prime d'apport, de telle sorte que le montant de l'augmentation de capital résultant de l'opération d'apport ci-avant approuvée reste intangible.

**Cette décision est adoptée à l'unanimité.**

#### **QUATRIEME DECISION**

Les associés prennent acte de l'ensemble des engagements liés aux décisions de la Direction Générale des Finances Publiques accordant l'agrément prévu à l'article 210-B du Code Général des Impôts à l'opération d'apport partiel d'actifs, ci-avant approuvée consentie par la société GM CARREFOUR au profit de la société CARREFOUR HYPERMARCHES, ledit agrément étant accordé aux seuls apports des biens et droits immobiliers attachés à la coque de l'hypermarché, à savoir notamment:

1. Engagement par la société GM CARREFOUR de conserver les titres CARREFOUR HYPERMARCHES reçus en rémunération :

- d'une part, de ses apports effectués le 30 novembre 2013 au profit de la société CARREFOUR HYPERMARCHES, soit 1.231 titres,
- d'autre part, des apports ci-avant approuvés effectués au profit de la société CARREFOUR HYPERMARCHES et bénéficiant du régime fiscal de faveur, soit 584 titres,

soit un total de 1.815 titres, et ce pendant une durée minimum de 3 ans à compter de la date de réalisation des apports ci-avant approuvés.

2. Engagement de la société CARREFOUR HYPERMARCHES de ne pas distribuer le montant de la prime d'apport consécutive :

- d'une part, aux apports effectués par la société GM CARREFOUR le 30 novembre 2013 au profit de la société CARREFOUR HYPERMARCHES, soit 39.788.312,15 euros,
- d'autre part, aux apports ci-avant approuvés effectués par la société GM CARREFOUR au profit de la société CARREFOUR HYPERMARCHES et bénéficiant du régime fiscal de faveur, soit 17.898.399,92 euros, étant précisé que ce montant sera ajusté de la variation positive ou négative de l'actif net effectivement apporté à la Date de Réalisation par rapport à l'actif net ci-avant approuvé,

pendant une durée minimum de 3 ans à compter de la date de réalisation des apports ci-avant approuvés.



3. Engagement des associés de la société CARREFOUR HYPERMARCHES, en cas de décision d'incorporation de ladite prime d'apport au capital de la société CARREFOUR HYPERMARCHES, de conserver les titres reçus en échange de cette augmentation de capital pendant une durée minimum de 3 ans à compter de la date de réalisation des apports ci-avant approuvés.

**Cette décision est adoptée à l'unanimité.**

### CINQUIEME DECISION

Les associés, après avoir pris connaissance :

- du rapport du président,
- du rapport du Commissaire aux apports désigné par décisions de l'associé unique de la société SOCIETE FOUGERAISE DE DISTRIBUTION - SOFODIS en date du 05 mars 2014 et par décisions unanimes des associés de la société CARREFOUR HYPERMARCHES en date du 05 mars 2014,
- du projet d'apport partiel d'actifs en date du 07 mai 2014 et de son avenant en date du 08 juillet 2014 conclu avec la société SOCIETE FOUGERAISE DE DISTRIBUTION - SOFODIS, SAS au capital de 8.383.578 euros, dont le siège social est à MONDEVILLE (14120) – ZI Route de Paris, immatriculée au RCS de CAEN sous le numéro 729 201 384,

aux termes duquel la société SOCIETE FOUGERAISE DE DISTRIBUTION - SOFODIS fait apport, sous diverses charges et conditions, à titre d'apport partiel d'actifs placé sous le régime juridique des scissions prévu à l'article L 236-22 du code de commerce, à la société CARREFOUR HYPERMARCHES, de sa Branche Complète d'Activité correspondant à tous les biens et droits immobiliers, en ce compris les titres de participation y afférents, attachés à l'exploitation de Centres Commerciaux sous enseigne CARREFOUR sis à FOUGERES (Ille et Vilaine) et SAINT MARTIN DES CHAMPS (Manche), telle qu'elle ressort des comptes de référence établis au 31 décembre 2013 et telle qu'elle se trouvera modifiée à la Date de Réalisation de l'apport partiel d'actifs,

à savoir, les éléments d'actifs rattachés à cette Branche d'Activité, moyennant la prise en charge par CARREFOUR HYPERMARCHES des éléments de passif dépendant de cette Branche d'Activité, tels que ces éléments d'actif et de passif existeront au jour de la réalisation définitive des apports,

- ledit apport partiel d'actifs représentant un actif net apporté par la société SOCIETE FOUGERAISE DE DISTRIBUTION - SOFODIS de 2.793.717,24 Euros,
- ledit apport étant consenti moyennant l'attribution à la société SOCIETE FOUGERAISE DE DISTRIBUTION - SOFODIS de 306 actions nouvelles, entièrement libérées, à créer par la société CARREFOUR HYPERMARCHES qui augmentera son capital d'une somme de 30.600 euros (sur la base d'une valeur nominale par action de 100 euros),
- ces 306 actions nouvelles portant jouissance à compter de ce jour, elles seront entièrement assimilées aux actions anciennes, jouiront des mêmes droits et supporteront les mêmes charges,
- la différence entre la valeur nette de l'apport et le montant nominal de l'augmentation de capital de la société CARREFOUR HYPERMARCHES constituant une prime d'apport qui sera inscrite au passif du bilan de la société CARREFOUR HYPERMARCHES, et sur laquelle porteront les droits de tous les associés, anciens et nouveaux, et s'élevant à 2.763.117,24 euros,



- ledit apport partiel d'actifs étant soumis en ce qui concerne les impôts directs :
- ✓ pour les seuls apports des biens et droits immobiliers attachés à la coque des hypermarchés, conformément aux dispositions de l'article 210B -3 du Code Général des Impôts, sous le régime de faveur des fusions prévu à l'article 210 A dudit code,
  - ✓ pour les apports des autres biens et droits immobiliers attachés notamment à l'exploitation de la galerie et du retail park des Centres Commerciaux sous enseigne CARREFOUR, sous le régime fiscal de droit commun, lesdits apports ne pouvant en conséquence pas bénéficier des dispositions de l'article 817 B du Code Général des Impôts,
- ledit apport étant décomposé de la manière suivante pour les seuls besoins du traitement fiscal de la présente opération d'apport partiel d'actifs:

| Nature actifs apportés                                                                        | Actif apporté (en euros) | Passif apporté (en euros) | Actif net apporté (en euros) | Nombre actions créées | Augmentation capital (en euros) | Prime d'apport (en euros) |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------|---------------------------|------------------------------|-----------------------|---------------------------------|---------------------------|
| Actifs attachés à la coque hypermarché (régime fiscal 210-A CGI)                              | 2.758.246,22             | 211,00                    | 2.758.035,22                 | 302                   | 30.200                          | 2.727.835,22              |
| Actifs attachés à l'exploitation de la galerie et du retail park (régime fiscal droit commun) | 35.682,02                | 0                         | 35.682,02                    | 4                     | 400                             | 35.282,02                 |
| Total                                                                                         | 2.793.928,24             | 211,00                    | 2.793.717,24                 | 306                   | 30.600                          | 2.763.117,24              |

et après avoir pris acte :

- de l'approbation par l'associé unique de la société SOCIETE FOUGERAISE DE DISTRIBUTION - SOFODIS des comptes clos le 31 décembre 2013 et de la présente opération d'apport,
- de l'approbation par les associés de la société CARREFOUR HYPERMARCHES des comptes clos le 31 décembre 2013,
- de l'agrément fiscal n°2014/10708/21 délivré le 25 juillet 2014 par la Direction Générale des Finances Publiques,

approuvent cette opération d'apport partiel d'actifs dans toutes ses dispositions, notamment l'évaluation qui a été faite des apports effectués et de leur rémunération ainsi que leur Date de Réalisation fixée rétroactivement au 30 juin 2014,

décident l'émission de 306 actions nouvelles entièrement libérées au profit de la société SOCIETE FOUGERAISE DE DISTRIBUTION - SOFODIS en rémunération de ses apports et l'augmentation du capital de la société CARREFOUR HYPERMARCHES corrélative dans les conditions sus mentionnées et approuvent le montant de la prime d'apport corrélative,

constatent la réalisation des conditions suspensives stipulées dans le traité d'apport,

constatent que cette opération se trouve définitivement réalisée à compter rétroactivement du 30 juin 2014,

décident que le montant de l'actif net effectivement apporté à la Date de Réalisation définitive des apports sera constaté par décisions ultérieures des associés de la société CARREFOUR HYPERMARCHES et que la différence entre l'actif net total effectivement apporté et celui ci-avant approuvé sera comptabilisé par imputation ou par augmentation de la prime d'apport, de telle sorte que le montant de l'augmentation de capital résultant de l'opération d'apport ci-avant approuvée reste intangible.

**Cette décision est adoptée à l'unanimité.**

### **SIXIEME DECISION**

Les associés prennent acte de l'ensemble des engagements liés aux décisions de la Direction Générale des Finances Publiques accordant l'agrément prévu à l'article 210-B du Code Général des Impôts à l'opération d'apport partiel d'actifs, ci-avant approuvée consentie par la société SOCIETE FOUGERAISE DE DISTRIBUTION - SOFODIS au profit de la société CARREFOUR HYPERMARCHES, ledit agrément étant accordé aux seuls apports des biens et droits immobiliers attachés à la coque des hypermarchés, à savoir notamment:

1. Engagement par la société SOCIETE FOUGERAISE DE DISTRIBUTION - SOFODIS de conserver les titres CARREFOUR HYPERMARCHES reçus en rémunération :

- d'une part, de ses apports effectués le 30 novembre 2013 au profit de la société CARREFOUR HYPERMARCHES, soit 248 titres,
- d'autre part, des apports ci-avant approuvés effectués au profit de la société CARREFOUR HYPERMARCHES et bénéficiant du régime fiscal de faveur, soit 302 titres,

soit un total de 550 titres, et ce pendant une durée minimum de 3 ans à compter de la date de réalisation des apports ci-avant approuvés.

2. Engagement de la société CARREFOUR HYPERMARCHES de ne pas distribuer le montant de la prime d'apport consécutive :

- d'une part, aux apports effectués par la société SOCIETE FOUGERAISE DE DISTRIBUTION - SOFODIS le 30 novembre 2013 au profit de la société CARREFOUR HYPERMARCHES, soit 3.295.288,29 euros,
- d'autre part, aux apports ci-avant approuvés effectués par la société SOCIETE FOUGERAISE DE DISTRIBUTION - SOFODIS au profit de la société CARREFOUR HYPERMARCHES et bénéficiant du régime fiscal de faveur, soit 2.727.835,22 euros, étant précisé que ce montant sera ajusté de la variation positive ou négative de l'actif net effectivement apporté à la Date de Réalisation par rapport à l'actif net ci-avant approuvé,

pendant une durée minimum de 3 ans à compter de la date de réalisation des apports ci-avant approuvés.

3. Engagement des associés de la société CARREFOUR HYPERMARCHES, en cas de décision d'incorporation de ladite prime d'apport au capital de la société CARREFOUR HYPERMARCHES, de conserver les titres reçus en échange de cette augmentation de capital pendant une durée minimum de 3 ans à compter de la date de réalisation des apports ci-avant approuvés.

**Cette décision est adoptée à l'unanimité.**

## SEPTIEME DECISION

Les associés, après avoir pris connaissance :

- du rapport du Président,
- du rapport du Commissaire aux apports désigné par décisions unanimes des associés de la société SOCIETE DES GRANDS MAGASINS GARONNE ADOUR – SOGARA en date du 05 mars 2014 et par décisions unanimes des associés de la société CARREFOUR HYPERMARCHES en date du 05 mars 2014,
- du projet de fusion par absorption en date du 06 mai 2014 et de son avenant en date du 17 juillet 2014 de la société SOCIETE DES GRANDS MAGASINS GARONNE ADOUR – SOGARA, SAS au capital de 25.000.000 Euros, dont le siège social est à EVRY (91002) – Courcouronnes - ZAE Saint Guénault – 1 Rue Jean Mermoz, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés d'EVRY sous le numéro 662 720 341, aux termes duquel la société SOCIETE DES GRANDS MAGASINS GARONNE ADOUR – SOGARA ferait apport à titre de fusion, avec effet rétroactif au 1er janvier 2014, de l'ensemble de ses biens, droits et obligations, à la société CARREFOUR HYPERMARCHES selon les modalités suivantes :

- l'évaluation qui a été faite des éléments d'actif apportés et de passif transmis par la société SOCIETE DES GRANDS MAGASINS GARONNE ADOUR – SOGARA sur la base des comptes de cette dernière au 31 décembre 2013 fait ressortir un actif net de :

|                                       |                      |
|---------------------------------------|----------------------|
| -Total de l'actif apporté .....       | 392.535.410,55 euros |
| -Total du passif pris en charge ..... | 206.318.175,74 euros |
| <hr/>                                 |                      |
| Soit un actif net apporté de .....    | 186.217.234,81 euros |

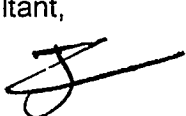
- l'attribution en fonction du rapport d'échange des droits sociaux fixé à 85 actions de la société CARREFOUR HYPERMARCHES pour 10.000 actions de la société SOCIETE DES GRANDS MAGASINS GARONNE ADOUR – SOGARA, aux associés de la société SOCIETE DES GRANDS MAGASINS GARONNE ADOUR – SOGARA de 13.610 actions de la société CARREFOUR HYPERMARCHES d'une valeur nominale de 100 euros chacune, entièrement libérées, portant jouissance à compter de ce jour, à créer à titre d'augmentation de capital, et réparties comme suit :

- à la société EUROMARCHE, 6.805 actions d'une valeur nominale de 100 euros,
- à la société GUYENNE ET GASCOGNE, 6.805 actions d'une valeur nominale de 100 euros,

- la différence entre la valeur nette de l'apport de SOCIETE DES GRANDS MAGASINS GARONNE ADOUR – SOGARA, soit 186.217.234,81 euros et le montant nominal de l'augmentation de capital de CARREFOUR HYPERMARCHES, soit 1.361.000,00 euros, constituant une prime de fusion qui sera inscrite pour son montant, soit 184.856.234,81 euros, au passif du bilan de la société CARREFOUR HYPERMARCHES et sur laquelle porteront les droits de tous les associés, anciens et nouveaux, de la société CARREFOUR HYPERMARCHES.

et après avoir pris acte :

- de l'approbation par les associés de la société SOCIETE DES GRANDS MAGASINS GARONNE ADOUR – SOGARA des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2013, de la présente opération de fusion, de l'augmentation de capital, de la prime de fusion en résultant,






- de l'approbation par les associés de la société CARREFOUR HYPERMARCHES des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2013,

approuvent ledit projet de fusion ainsi présenté dans toutes ses dispositions et notamment l'évaluation qui a été faite des éléments d'actif apportés et de passif transmis, de leur rémunération, de la prime de fusion qui en résultent,

constatent la réalisation des conditions suspensives stipulées dans le traité de fusion,

constatent que la présente opération de fusion ainsi que la dissolution de plein droit sans liquidation de la société SOCIETE DES GRANDS MAGASINS GARONNE ADOUR – SOGARA se trouvent définitivement réalisées et que par conséquent toutes les opérations effectuées par la société SOCIETE DES GRANDS MAGASINS GARONNE ADOUR – SOGARA, société absorbée, depuis le 1er janvier 2014, point de départ de l'exercice social en cours, l'ont été pour le compte de la société CARREFOUR HYPERMARCHES.

**Cette décision est adoptée à l'unanimité.**

### HUITIEME DECISION

Les associés, après avoir pris connaissance :

- du rapport du Président,
- du rapport du Commissaire aux apports désigné par décisions de l'associé unique de la société SOCIETE NOUVELLE SOGARA en date du 05 mars 2014 et par décisions unanimes des associés de la société CARREFOUR HYPERMARCHES en date du 05 mars 2014,
- du projet de fusion par absorption en date du 06 mai 2014 et de son avenant en date du 17 juillet 2014 de la société SOCIETE NOUVELLE SOGARA, SAS au capital de 7.112.000 Euros, dont le siège social est à EVRY (91002) - ZAE Saint Guénault – 1 Rue Jean Mermoz, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés d'EVRY sous le numéro 441 037 405, aux termes duquel la société SOCIETE NOUVELLE SOGARA ferait apport, sous la condition suspensive de la réalisation définitive de la fusion par absorption de la société SOCIETE DES GRANDS MAGASINS GARONNE ADOUR – SOGARA par la société CARREFOUR HYPERMARCHES, à titre de fusion, avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 2014, de l'ensemble de ses biens, droits et obligations, à la société CARREFOUR HYPERMARCHES, selon les modalités suivantes :

- l'évaluation qui a été faite des éléments d'actif apportés et de passif transmis par la société SOCIETE NOUVELLE SOGARA sur la base des comptes de cette dernière au 31 décembre 2013 fait ressortir un actif net de :

|                                        |                     |
|----------------------------------------|---------------------|
| - Total de l'actif apporté .....       | 69.678.938,49 euros |
| - Total du passif pris en charge ..... | 4.689.684,18 euros  |
| <hr/>                                  |                     |
| Soit un actif net apporté de .....     | 64.989.254,31 euros |

- la renonciation par la société CARREFOUR HYPERMARCHES à l'attribution d'actions de son propre capital, et l'absence corrélatrice d'augmentation du capital social, la société CARREFOUR HYPERMARCHES devenant propriétaire de la totalité des titres de la société SOCIETE NOUVELLE SOGARA, par suite de la fusion par absorption de la société SOCIETE DES GRANDS MAGASINS GARONNE ADOUR – SOGARA par la société CARREFOUR HYPERMARCHES;



- la différence entre la valeur nette de l'apport de la société SOCIETE NOUVELLE SOGARA, soit 64.989.254,31 euros et la valeur nette comptable des titres de cette dernière dans les comptes de la société CARREFOUR HYPERMARCHES, soit 70.109.376 euros constituera un mali de fusion de 5.120.121,69 euros, qui sera comptabilisé conformément à la réglementation comptable applicable aux opérations de fusion depuis le 1er janvier 2005.

et après avoir pris acte :

- de l'approbation par l'associé unique de la société SOCIETE NOUVELLE SOGARA des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2013,
- de l'approbation par les associés de la société CARREFOUR HYPERMARCHES des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2013,
- de la réalisation définitive de la fusion par absorption de la société SOCIETE DES GRANDS MAGASINS GARONNE ADOUR – SOGARA par la société CARREFOUR HYPERMARCHES par suite de l'approbation dudit projet de fusion dans la septième décision du présent procès-verbal,

approuvent ledit projet de fusion ainsi présenté dans toutes ses dispositions et notamment l'évaluation qui a été faite des éléments d'actif apportés et de passif transmis, de leur rémunération, du mali de fusion qui en résultent,

constatent la réalisation des conditions suspensives stipulées dans le traité de fusion,

constatent que la présente opération de fusion ainsi que la dissolution de plein droit sans liquidation de la société SOCIETE NOUVELLE SOGARA se trouvent définitivement réalisées et que par conséquent toutes les opérations effectuées par la société SOCIETE NOUVELLE SOGARA, société absorbée, depuis le 1er janvier 2014, point de départ de l'exercice social en cours, l'ont été pour le compte de la société CARREFOUR HYPERMARCHES.

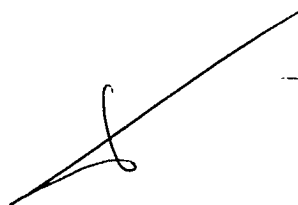
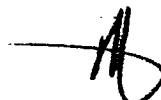
**Cette décision est adoptée à l'unanimité.**

### **NEUVIEME DECISION**

Les associés, après avoir pris connaissance :

- du rapport du Président,
- du rapport du Commissaire aux apports désigné par décisions de l'associé unique de la société SOCIETE FECAMPOISE DE SUPERMARCHES en date du 05 mars 2014 et par décisions unanimes des associés de la société CARREFOUR HYPERMARCHES en date du 05 mars 2014,
- du projet de fusion par absorption en date du 05 mai 2014 et de son avenant en date du 17 juillet 2014 de la société SOCIETE FECAMPOISE DE SUPERMARCHES, SAS au capital de 88.000 Euros, dont le siège social est à MONDEVILLE (14120) – ZI Route de Paris, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de CAEN sous le numéro 305 490 039, aux termes duquel la société SOCIETE FECAMPOISE DE SUPERMARCHES ferait apport à titre de fusion, avec effet rétroactif au 1er janvier 2014, de l'ensemble de ses biens, droits et obligations, à la société CARREFOUR HYPERMARCHES selon les modalités suivantes :



- l'évaluation qui a été faite des éléments d'actif apportés et de passif transmis par la société SOCIETE FECAMPOISE DE SUPERMARCHES sur la base des comptes de cette dernière au 31 décembre 2013 fait ressortir un actif net de :

|                                        |                    |
|----------------------------------------|--------------------|
| - Total de l'actif apporté .....       | 2.240.902,23 euros |
| - Total du passif pris en charge ..... | 1.301.647,27 euros |

---

Soit un actif net apporté de ..... 939.254,96 euros

- l'attribution en fonction du rapport d'échange des droits sociaux fixé à 42 actions de la société CARREFOUR HYPERMARCHES pour 1.000 actions de la société SOCIETE FECAMPOISE DE SUPERMARCHES, à la société CARREFOUR FRANCE, associé unique de la société SOCIETE FECAMPOISE DE SUPERMARCHES de 231 actions de la société CARREFOUR HYPERMARCHES d'une valeur nominale de 100 euros chacune, entièrement libérées, portant jouissance à compter de ce jour, à créer à titre d'augmentation de capital,
- la différence entre la valeur nette de l'apport de SOCIETE FECAMPOISE DE SUPERMARCHES, soit 939.254,96 euros et le montant nominal de l'augmentation de capital de CARREFOUR HYPERMARCHES, soit 23.100,00 euros, constituant une prime de fusion qui sera inscrite pour son montant, soit 916.154,96 euros, au passif du bilan de la société CARREFOUR HYPERMARCHES et sur laquelle porteront les droits de tous les associés, anciens et nouveaux, de la société CARREFOUR HYPERMARCHES,

et après avoir pris acte :

- de l'approbation par l'associé unique de la société SOCIETE FECAMPOISE DE SUPERMARCHES des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2013, de la présente opération de fusion, de l'augmentation de capital, de la prime de fusion en résultant,
- de l'approbation par les associés de la société CARREFOUR HYPERMARCHES des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2013,

approuvent ledit projet de fusion ainsi présenté dans toutes ses dispositions et notamment l'évaluation qui a été faite des éléments d'actif apportés et de passif transmis, de leur rémunération, de la prime de fusion qui en résultent,

constatent la réalisation des conditions suspensives stipulées dans le traité de fusion,

constatent que la présente opération de fusion ainsi que la dissolution de plein droit sans liquidation de la société SOCIETE FECAMPOISE DE SUPERMARCHES se trouvent définitivement réalisées et que par conséquent toutes les opérations effectuées par la société SOCIETE FECAMPOISE DE SUPERMARCHES, société absorbée, depuis le 1er janvier 2014, point de départ de l'exercice social en cours, l'ont été pour le compte de la société CARREFOUR HYPERMARCHES.

**Cette décision est adoptée à l'unanimité.**

#### **DIXIEME DECISION**

Les associés constatent que, par suite des opérations d'apports partiels d'actifs et de fusions ci-avant adoptées, le capital de la société CARREFOUR HYPERMARCHES se trouve ainsi augmenté d'une somme globale de 1.702.100 euros, par la création de 17.021 actions nouvelles d'une valeur nominale de 100 euros.

**Cette décision est adoptée à l'unanimité.**

### **ONZIEME DECISION**

En conséquence de l'adoption des décisions précédentes, les associés décident de modifier l'article 6 des statuts comme suit :

#### **Article 6 – APPORTS**

Ajouter le paragraphe suivant :

« Aux termes des décisions des associés du 25 juillet 2014 et consécutivement à différentes opérations d'apports partiels d'actifs et de fusions, le capital social a été porté de 4.887.100 euros à 6.589.200 euros par la création de 17.021 actions ».

**Cette décision est adoptée à l'unanimité.**

### **DOUZIEME DECISION**

En conséquence de l'adoption des décisions précédentes, les associés décident de modifier l'article 7 des statuts comme suit :

#### **« Article 7 - CAPITAL SOCIAL**

Le capital social est fixé à **SIX MILLIONS CINQ CENT QUATRE VINGT NEUF MILLE DEUX CENTS EUROS (6.589.200 €)**, divisé en SOIXANTE CINQ MILLE HUIT CENT QUATRE VINGT DOUZE (65.892) actions d'une seule catégorie de cent euros (100 €) chacune de valeur nominale, entièrement libérées."

**Cette décision est adoptée à l'unanimité.**

### **TREIZIEME DECISION**

Les associés donnent mandat et confèrent tous pouvoirs à Monsieur Jean-Claude LE NECHET à l'effet d'établir et de signer seul pour le compte de la Société les déclarations de régularité et de conformité prévues par l'article L 236-6 du code de commerce relatives aux opérations d'apports partiels d'actifs et de fusions adoptées ci-avant.

**Cette décision est adoptée à l'unanimité.**

### **QUATORZIEME DECISION**

Les associés :

1°) donnent, avec faculté d'agir ensemble ou séparément et les uns à défaut des autres, tous pouvoirs à :

- Monsieur Jean-Claude LE NECHET,
- Madame Marianne PILLET,
- Madame Sylvie AMESLANT-FRILLOUX,
- Madame Carine ZIMOLONG,
- Madame Caroline DEREL,

A l'effet :

- de poursuivre la réalisation des diverses opérations d'apports et de fusions approuvées sous les décisions précédentes et de procéder aux formalités consécutives à ces opérations, de signer tous actes définitifs, additifs, réitératifs ou éventuellement rectificatifs, de certifier conforme tous documents afférents directement ou indirectement aux décisions objet des présentes (procès-verbal, statuts...), de faire toutes déclarations, significations et notifications à quiconque, élire domicile, et, d'une manière générale, de prendre toutes les mesures utiles et de faire le nécessaire pour

- assurer la réalisation des opérations d'apports et de fusions qui viennent d'être décidées,
- d'effectuer tous dépôts au rang des Minutes de toute étude notariale de leur choix, de toutes pièces relatives aux opérations d'apports partiels d'actifs et de fusions qui viennent d'être décidées.

2°) donnent également tous pouvoirs :

- au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait certifié conforme du présent procès-verbal à l'effet d'accomplir toutes les formalités légales.
- au Cabinet ESPACE FORMALITES sis à CAEN (14000) – Rue de l'Oratoire, à l'effet d'effectuer, auprès des divers organismes concernés (Greffé, Centre de Formalités des Entreprises, etc...), toutes les formalités de publicité légales subséquentes aux décisions objet des présentes, de procéder à toutes inscriptions modificatives au Registre du Commerce et des sociétés, de remplir tous imprimés, de signer toutes pièces, de faire toutes déclarations, de verser toutes sommes et en recevoir quittance, et, plus généralement, de faire le nécessaire pour la réalisation de ces formalités.

**Cette décision est adoptée à l'unanimité.**

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par les associés et le président.

Fait à Massy, le 25 Juillet 2014.

**Monsieur Franck TASSAN**

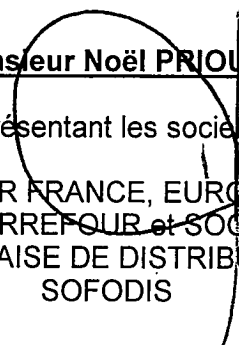
Représentant la société CARREFOUR



**Monsieur Noël PRIoux**

Représentant les sociétés

CARREFOUR FRANCE, EUROMARCHE,  
GM CARREFOUR et SOCIETE  
FOUGERAISE DE DISTRIBUTION -  
SOFODIS



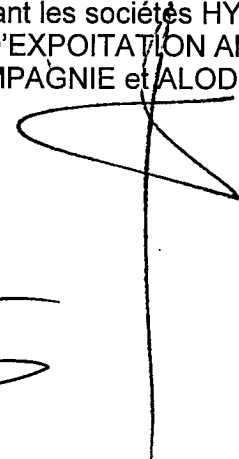
**Monsieur Eric BOURGEOIS**

Président

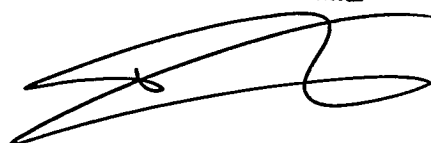


**Monsieur Alain GAUVIN**

Représentant les sociétés HYPARLO,  
SOCIETE D'EXPOITATION AMIDIS ET  
COMPAGNIE et ALODIS



**POUR COPIE CONFORME**



Enregistré à : SERVICE DES IMPOTS DES ENTREPRISES DE CORBEIL

Le 05/11/2014 Bordereau n°2014/714 Case n°12

Ext 3056

Enregistrement : 500 € Pénalités : 54 €

Total liquidé : cinq cent cinquante-quatre euros

Montant reçu : cinq cent cinquante-quatre euros

Le Contrôleur des finances publiques

Le Contrôleur  
des Finances Publiques  
M. NEDJAR Mustapha

**AVENANT AU PROJET D'APPORT PARTIEL D'ACTIFS EN DATE DU 07 MAI 2014**  
**CONSENTI PAR LA SOCIETE SOFODIS**  
**AU PROFIT DE LA SOCIETE CARREFOUR HYPERMARCHES**

**Les Soussignées :**

**- SOFODIS**

Société par Actions Simplifiée au capital de 8.383.578 euros, dont le siège social est à MONDEVILLE (14120) - ZI Route de Paris, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de CAEN sous le numéro 729 201 384,

Représentée par Madame Marianne PILLET, ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes,

Ci-après désignée par «**SOFODIS** » ou la « **société apporteuse** »,

**De première part,**

Et

**- CARREFOUR HYPERMARCHES**

Société par Actions Simplifiée au capital de 4.887.100 euros, dont le siège social est à EVRY (91002) - ZAE Saint Guénault - 1 Rue Jean Mermoz, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés d'EVRY sous le numéro 451 321 335,

Représentée par Monsieur Jean-Claude LE NECHET, ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes,

Ci-après désignée par « **CARREFOUR HYPERMARCHES** » ou la « **société bénéficiaire** »,

La société apporteuse et la société bénéficiaire étant ci-après dénommées collectivement les "**Parties**" ou individuellement une "**Partie**",

**De seconde part,**



Préalablement aux présentes, les Parties rappellent :

- qu'elles ont conclu le 07 mai 2014, sous diverses charges et conditions, un projet d'apport partiel d'actifs, placé sous le régime juridique des scissions conformément à la possibilité prévue par l'article L 236-22 du Code de commerce, aux termes duquel la société SOFODIS ferait apport à la société CARREFOUR HYPERMARCHES de sa Branche Complète d'Activité correspondant à tous les biens et droits immobiliers, en ce compris les titres de participation y afférents, attachés à l'exploitation de Centres Commerciaux sous enseigne CARREFOUR sis à FOUGERES (Ille et Vilaine) et SAINT MARTIN DES CHAMPS (Manche), moyennant l'attribution à la société SOFODIS de 373 actions de la société CARREFOUR HYPERMARCHES,
- qu'en ce qui concerne les impôts directs, les Parties entendaient placer, conformément aux dispositions de l'article 210 B - 3 du Code Général des Impôts, le projet d'apport sus-visé sous le régime de faveur des fusions prévu à l'article 210 A dudit code, étant précisé que l'application du régime de l'article 210 B du Code Général des Impôts est subordonnée à l'obtention d'un agrément de la Direction Générale des Finances Publiques.

Ceci Exposé, les Parties conviennent, compte tenu des échanges en cours avec la Direction Générale des Finances Publiques :

1. de modifier la valeur réelle unitaire de l'action CARREFOUR HYPERMARCHES indiquée dans le projet d'apport et de fixer celle-ci à 64.803,26 euros ; ladite modification emportant les conséquences suivantes :
  - la société SOFODIS se verra attribuer, en rémunération des apports susvisés, 306 actions nouvelles de la société CARREFOUR HYPERMARCHES (au lieu des 373 actions indiquées dans le projet d'apport du 07 mai 2014), laquelle augmentera son capital social d'un montant de 30.600 euros,
  - la différence entre la valeur nette de l'apport, soit 2.793.717,24 euros et le montant nominal de l'augmentation de capital de la société CARREFOUR HYPERMARCHES, soit 30.600 euros, permettra de constater une prime d'apport d'un montant de 2.763.117,24 euros qui sera inscrite au passif du bilan de la société CARREFOUR HYPERMARCHES,
2. de différencier le traitement fiscal dudit apport partiel d'actifs de la façon suivante :
  - seuls les apports des biens et droits immobiliers attachés à la coque de l'hypermarché seront placés, en ce qui concerne les impôts directs, conformément aux dispositions de l'article 210B -3 du Code Général des Impôts, sous le régime de faveur des fusions prévu à l'article 210 A dudit code tel que celui-ci est exposé dans le projet du 07 mai 2014,
  - les apports des autres biens et droits immobiliers attachés notamment à l'exploitation de la galerie et du retail park des Centres Commerciaux sous enseigne CARREFOUR sus-visés seront placés, en ce qui concerne les impôts directs, sous le régime fiscal de droit commun, et ne pourront bénéficier en conséquence des dispositions de l'article 817 B du Code Général des Impôts. S'agissant d'un apport à titre pur et simple, celui-ci rendra exigible le droit fixe prévu à l'article 810-I du Code Général des Impôts.
3. et pour les seuls besoins de ce traitement fiscal, d'apporter les précisions suivantes quant à la décomposition des apports :

## **I - ACTIF NET APPORTE**

### **A/ Apports des biens et droits immobiliers attachés à la coque de l'hypermarché (placés sous le régime de l'article 210-A du Code Général des Impôts)**

| Actif apporté      | Passif apporté | Actif net apporté  |
|--------------------|----------------|--------------------|
| 2 758 246,22 euros | 211,00 euros   | 2 758 035,22 euros |

### **B/ Apports des biens et droits immobiliers attachés notamment à l'exploitation de la galerie et du retail park (placés sous le régime fiscal de droit commun)**

| Actif apporté   | Passif apporté | Actif net apporté |
|-----------------|----------------|-------------------|
| 35 682,02 euros | 0 euro         | 35 682,02 euros   |

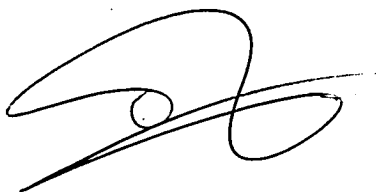
## **II - REMUNERATION DES APPORTS**

| Nature actifs apportés                                                                        | Actif net apporté (en euros) | Valeur réelle apports (en euros) | Nombre actions créées | Augmentation capital (en euros) | Prime d'apport (en euros) |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------|----------------------------------|-----------------------|---------------------------------|---------------------------|
| Actifs attachés à la coque hypermarché (régime fiscal 210-A CGI)                              | 2 758 035,22                 | 19 586 000,00                    | 302                   | 30 200                          | 2 727 835,22              |
| Actifs attachés à l'exploitation de la galerie et du retail park (régime fiscal droit commun) | 35 682,02                    | 284 000,00                       | 4                     | 400                             | 35 282,02                 |
| Total                                                                                         | 2 793 717,24                 | 19 870 000,00                    | 306                   | 30 600,00                       | 2 763 117,24              |

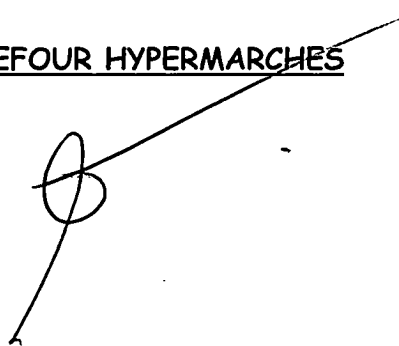
4. de fixer la date d'effet desdits apports au 30 juin 2014.

Pour servir et valoir ce que de droit,  
Fait à Mondeville, le 08 Juillet 2014  
En 3 exemplaires

**SOFODIS**



**CARREFOUR HYPERMARCHES**



## **CARREFOUR HYPERMARCHES**

Société par Actions Simplifiée au capital de 6.589.200 Euros

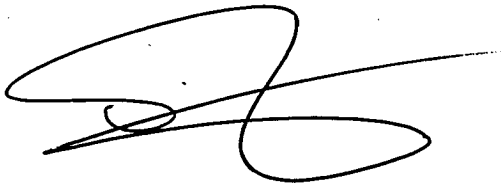
Siège social : 1 Rue Jean Mermoz – ZAE Saint Guénault  
91002 EVRY

451 321 335 RCS EVRY

## **STATUTS**

Mis à jour le 25 Juillet 2014

**POUR COPIE CONFORME**

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'S' followed by a horizontal line and a loop.

## TITRE I

### FORME - DENOMINATION - OBJET - SIEGE - DUREE

#### Article 1 - FORME

La Société est une **Société par Actions Simplifiée**. Elle est régie par les lois et règlements en vigueur, ainsi que par les présents statuts.

Elle fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

#### Article 2 - DENOMINATION SOCIALE

La Société a pour dénomination sociale : **CARREFOUR HYPERMARCHES**.

Dans tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, la dénomination doit être précédée ou suivie immédiatement des mots "Société par Actions Simplifiée" ou des initiales "S.A.S." et de l'énonciation du montant du capital social.

#### Article 3 - OBJET

La société a pour objet :

- la vente au détail de toutes denrées, tous produits bruts ou manufacturés, toutes matières premières et tous articles ou marchandises de toutes catégories, de toutes natures et de tous genres (y compris la vente et l'achat de véhicules terrestres à moteur et la revente de tous objets d'occasion), ainsi que de tous services susceptibles d'intéresser la clientèle ;
- l'achat, la vente en gros et en détail, l'importation, l'exportation, la fabrication, la conservation, la transformation, le conditionnement et l'emballage de ces matières, denrées, produits, articles ou marchandises et métaux précieux sous forme de déchets et ouvrages ;
- à cet effet, la création, l'acquisition, la location, la prise à bail ou la prise en gérance libre, l'exploitation en franchise ou autre, de tous fonds ou magasins, de tous locaux et terrains ou constructions nécessaires à l'objet ci-dessus, ainsi que l'achat de tous immeubles ou biens immobiliers et la construction de tous locaux ;
- l'installation, la mise au point et la cession de tous procédés et de toutes techniques de création et d'exploitation de magasins ; l'aide dans l'exploitation ou la direction d'une entreprise commerciale, y compris en qualité de franchiseur ;
- l'acquisition, l'obtention, l'exploitation ou la cession de tous procédés, brevets, marques ou licences concernant ces activités, la création de tous labels ;
- toutes activités de commissionnaire de transport ;
- la prise d'intérêts et la participation directe ou indirecte dans toutes sociétés ou entreprises, créées ou à créer par tous moyens, créations de sociétés, apports, souscriptions d'actions, d'obligations ou autres titres acquisitions de droits sociaux en nom collectif, en commandite ou en participation, fusion alliance et par tous autres moyens et sous toutes autres formes utilisées en France et à l'étranger et toutes prestations de services administratifs, juridiques, comptables et financiers ;

- elle peut agir en tous pays directement ou indirectement pour son compte ou celui de tiers, soit seule, soit en association, participation, groupement de société, avec toutes autres personnes ou sociétés et réaliser sous quelque forme que ce soit les opérations entrant dans son objet ;
- elle peut prendre toutes participations et tous intérêts dans toutes sociétés et affaires françaises ou étrangères, quel qu'en soit l'objet ;

Et, d'une façon générale, toutes opérations commerciales, industrielles, immobilières, mobilières et financières, se rapportant directement ou indirectement ou pouvant être utiles à cet objet ou susceptibles d'en faciliter la réalisation.

#### **Article 4 - SIEGE SOCIAL**

Le siège social est fixé à **EVRY (91002) – 1 Rue Jean Mermoz – ZAE Saint Guénault**.

Il peut être transféré en tout endroit du même département ou dans un département limitrophe par une simple décision du Président et partout ailleurs en vertu d'une décision de l'associé unique ou d'une décision collective extraordinaire des associés.

En cas de transfert décidé par le Président, celui-ci est habilité à modifier les statuts en conséquence.

Le Président a la faculté de créer des agences, usines et succursales partout où il le jugera utile. Il pourra ensuite les transférer ou les supprimer comme il l'entendra.

#### **Article 5 - DUREE**

La durée de la Société est fixée à quatre vingt dix neuf années à compter du jour de l'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation de cette durée.

## **TITRE II**

### **CAPITAL - ACTIONS**

#### **Article 6 - APPORTS**

Les 370 actions d'origine formant le capital initial de 37.000 euros représentent des apports de numéraire et ont été libérées de la totalité de leur valeur nominale ainsi qu'il résulte du certificat délivré par la Société Générale de CAEN (14), au moment du dépôt des fonds, sur présentation de la liste des souscripteurs mentionnant la somme versée par la société **CARREFOUR FRANCE**.

Aux termes des décisions de l'associé unique du 19 décembre 2011 et des décisions du Président du 30 décembre 2011, le capital social a, dans un premier temps, été augmenté d'une somme de 1.450.000.000 (un milliard quatre cent cinquante millions) d'Euros par création de 14.500.000 actions nouvelles de 100 euros chacune émises en compensation de versements en espèces et libérées en conformité des conditions de l'émission, puis dans un second temps a été réduit d'une somme de 1.324.294.200 (un milliard trois cent vingt quatre millions deux cent quatre vingt quatorze mille deux cents) euros par annulation de 13.242.942 actions.

Aux termes des décisions de l'associé unique du 1<sup>er</sup> et du 04 octobre 2013, le capital social a, dans un premier temps, été augmenté d'une somme de 450.000.000 (quatre cent cinquante millions) d'euros par création de 4.500.000 actions nouvelles de 100 euros chacune émises en compensation de versements en espèces et libérées en conformité des conditions de l'émission, puis dans un second temps a été réduit d'une somme de 575.705.800 (cinq cent soixante quinze millions sept cent cinq mille huit cent) euros par annulation de 5.757.058 actions.

Aux termes des décisions de l'associé unique du 30 novembre 2013 et consécutivement à différentes opérations d'apports partiels d'actifs et d'apport en nature, le capital social a été porté de 37.000 euros à 4.887.100 euros par la création de 48.501 actions.

Aux termes des décisions des associés du 25 juillet 2014 et consécutivement à différentes opérations d'apports partiels d'actifs et de fusions, le capital social a été porté de 4.887.100 euros à 6.589.200 euros par la création de 17.021 actions.

#### **Article 7 - CAPITAL SOCIAL**

Le capital social est fixé à **SIX MILLIONS CINQ CENT QUATRE VINGT NEUF MILLE DEUX CENTS EUROS (6.589.200 €)**, divisé en SOIXANTE CINQ MILLE HUIT CENT QUATRE VINGT DOUZE (65.892) actions d'une seule catégorie de cent euros (100 €) chacune de valeur nominale, entièrement libérées.

#### **Article 8 - AUGMENTATION DU CAPITAL SOCIAL**

Le capital social est augmenté par tous moyens et selon toutes modalités prévues par la loi.

L'augmentation du capital résulte, sur le rapport du Président, d'une décision de l'associé unique ou d'une décision collective extraordinaire des associés qui peuvent déléguer au Président les pouvoirs nécessaires à l'effet de procéder à l'augmentation de capital en une ou plusieurs fois, d'en fixer les modalités et de procéder à la modification corrélative des statuts dès qu'elle sera réalisée.

Les associés ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital. Toutefois, les associés peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel et la décision d'augmentation de capital peut supprimer ce droit préférentiel en respectant les conditions légales.

Le droit à l'attribution d'actions nouvelles aux associés, à la suite de l'incorporation au capital de réserves, bénéfices ou primes d'émission, appartient au nu-propriétaire, sous réserve des droits de l'usufruitier.

#### **Article 9 - REDUCTION - AMORTISSEMENT DU CAPITAL SOCIAL**

Le capital social est réduit par tous moyens et selon toutes modalités prévues par la loi.

La réduction du capital résulte d'une décision de l'associé unique ou d'une décision collective extraordinaire des associés qui peuvent déléguer au Président tous pouvoirs pour la réaliser. En aucun cas, elle ne peut porter atteinte à l'égalité des associés

La réduction du capital social à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à amener celui-ci à un montant au moins égal à ce montant minimum; sauf transformation de la Société en société d'une autre forme.

En cas d'inobservation de ces dispositions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société.

Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution, si au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

Le capital peut être amorti conformément aux dispositions de la loi.

#### **Article 10 - FORME DES ACTIONS**

Les actions sont obligatoirement nominatives. Elles donnent lieu à une inscription en compte individuel dans les conditions et selon les modalités prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

#### **Article 11 - INDIVISIBILITE DES ACTIONS**

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société. Pour les décisions collectives, les copropriétaires indivis d'actions sont représentés par l'un d'eux ou par un mandataire commun de leur choix. A défaut d'accord entre eux sur le choix d'un mandataire, celui-ci est désigné par Ordonnance du Président du Tribunal de Commerce statuant en référé à la demande du copropriétaire le plus diligent.

Le droit de vote attaché à l'action appartient à l'usufruitier pour les décisions collectives ordinaires et au nu-propiétaire pour les décisions collectives extraordinaires. Cependant, les associés peuvent convenir entre eux de toute autre répartition pour l'exercice du droit de vote. En ce cas, ils devront porter leur convention à la connaissance de la Société par lettre recommandée adressée au siège social, la Société étant tenue de respecter cette convention pour toute les décisions collectives qui interviendraient après l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi de la lettre recommandée, le cachet de la poste faisant foi de la date d'expédition.

Le droit de l'associé d'obtenir communication de documents sociaux ou de les consulter peut également être exercé par chacun des copropriétaires d'actions indivises, par l'usufruitier et le nu-propiétaire d'actions.

#### **Article 12 - CESSION ET TRANSMISSION DES ACTIONS**

- 1 - La propriété des actions résulte de leur inscription en compte individuel au nom du ou des titulaires sur les registres tenus à cet effet au siège social.

La cession des actions s'opère, à l'égard des tiers et de la Société, par un ordre de mouvement de compte à compte signé du cédant ou de son mandataire et transcrit sur le registre des mouvements qui doit être coté et paraphé.

La transmission des actions, à titre gratuit, ou en suite de décès, s'opère également au moyen d'un ordre de mouvement de compte à compte mentionné sur le registre des mouvements de titres sur justification de la mutation dans les conditions légales.

- 2 - Les actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés. En cas d'augmentation de capital, les actions sont négociables à compter de la réalisation définitive de celle-ci.

Les mouvements de titres non libérés des versements exigibles ne sont pas autorisés.

- 3 - Tout transfert d'action(s) par l'associé unique, de quelque nature qu'il soit, est libre s'il est réalisé au profit d'une ou plusieurs personnes morales contrôlées directement ou indirectement par CARREFOUR SA.

Tout autre transfert d'action(s) requiert l'agrément du Président suivant les modalités définies au paragraphe "4" suivant.

- 4 - En cas de pluralité d'associés, les cessions d'action(s) entre associés sont libres.

Les cessions d'action(s) sont également libres si elles sont réalisées au profit d'une ou plusieurs autres personnes morales contrôlées directement ou indirectement par CARREFOUR SA.

Toute autre cession d'action(s) est soumise à l'agrément du Président qui résulte, soit d'une autorisation écrite du Président, soit d'une autorisation préalable formulée par le Président après mise en oeuvre de la procédure suivante.

A cet effet, le cédant doit notifier à la Société une demande d'agrément indiquant l'identité du cessionnaire, le nombre d'actions dont la cession est envisagée et le prix offert. L'agrément résulte soit d'une notification émanant du Président, soit du défaut de réponse dans le délai de trois mois à compter de la demande.

En cas de refus d'agrément du cessionnaire proposé et à moins que le cédant ne notifie à la Société dans les quinze jours, sa décision de renoncer à la cession envisagée, le Président est tenu, dans le délai de trois mois à compter de la notification du refus, de faire acquérir les actions soit par un associé ou par un tiers, soit par la Société en vue d'une réduction de capital, mais en ce cas, avec le consentement du cédant.

Cette acquisition a lieu moyennant un prix qui, à défaut d'accord entre les parties, est déterminé par voie d'expertise dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code Civil.

Si, à l'expiration du délai de trois mois ci-dessus prévu, l'achat n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné. Toutefois, ce délai peut être prolongé par décision de justice à la demande de la Société.

Par cession d'action(s) il faut entendre tout mode de transfert dont notamment adjudication publique en vertu d'une ordonnance de justice ou autrement, apport en société, apport partiel d'actif, fusion ou scission.

- 5 - En cas d'augmentation de capital par émission d'actions de numéraire, la cession des droits de souscription est soumise à autorisation du Président dans les conditions prévues au 3 et 4 ci-dessus.
- 6 - La cession de droit à attribution d'actions gratuites, en cas d'incorporation au capital de bénéfices, réserves, provisions ou primes d'émission ou de fusion, est assimilée à la cession des actions gratuites elles-mêmes et doit donner lieu à demande d'agrément dans les conditions définies au 4 ci-dessus.
- 7 - Les notifications visées aux paragraphes 4 et suivants sont faites par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

### **Article 13 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS**

- 1 - Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente et donne droit au vote et à la représentation lors des décisions collectives dans les conditions fixées par les statuts.

Tout associé a le droit d'être informé sur la marche de la Société et d'obtenir communication de certains documents sociaux aux époques et dans les conditions prévues par la loi et les statuts.

2 - Les associés supportent les pertes conformément aux dispositions légales.

Sous réserve des dispositions légales et statutaires, aucune majorité ne peut leur imposer une augmentation de leurs engagements. Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelle que main qu'il passe.

La possession d'une action comporte de plein droit adhésion aux décisions collectives et aux présents statuts. La cession comprend tous les dividendes échus et non payés et à échoir, ainsi éventuellement que la part dans les fonds de réserve, sauf dispositions contraires notifiées à la Société.

Les héritiers, créanciers, ayants droit ou autres représentants d'un associé ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition des scellés sur les biens et documents sociaux, demander le partage ou la licitation de ces biens, ni s'immiscer dans l'administration de la Société. Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions collectives.

3 - Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder un certain nombre d'actions pour exercer un droit quelconque, en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution de titres, ou lors d'une augmentation ou d'une réduction de capital, d'une fusion ou de toute autre opération, les associés possédant un nombre d'actions inférieur à celui requis, ne peuvent exercer ces droits qu'à la condition de faire leur affaire personnelle de l'obtention du nombre d'actions requis.

### **TITRE III**

#### **DIRECTION - REPRESENTATION - CONTROLE DE LA SOCIETE**

##### **Article 14 - DIRECTION**

###### **A - PRESIDENCE**

###### **1 - Nomination**

La Société est administrée par un Président, personne physique ou morale, associé ou non, nommé par décision de l'associé unique ou par décision collective ordinaire avec ou sans limitation de durée.

###### **2 - Pouvoirs – Délégation**

Conformément à la loi, le Président représente la Société à l'égard des tiers et est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société dans la limite de l'objet social.

La Société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que les tiers savaient que l'acte dépassait cet objet ou qu'ils ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Néanmoins les opérations ci-après visées requièrent l'autorisation préalable de l'associé unique ou de tous les associés :

- ◆ toute acquisition de participation pour un montant supérieur ou égal à 5.000.000 € (cinq millions d'euros), dans toute entité quelle que soit sa forme incluant la constitution de toute sorte de sociétés dont les activités seraient complémentaires ou similaires à l'activité principale de la société ;

- ♦ toute cession de participation, notamment par la vente, la permutation et, en général, la transmission à titre onéreux ou gratuit des actions ou des participations à tout tiers personne physique ou morale ainsi que des droits réels ou personnels sur lesdites valeurs ;
- ♦ toute opération d'aliénation, hors opération intragroupe, de droits de propriété intellectuelle ayant notamment pour objet la vente, la permutation et, en général, leur transmission à titre onéreux ou gratuit à tous tiers ainsi que des droits réels ou personnels sur ceux-ci ;
- ♦ tout projet d'investissement ou de désinvestissement sur actif immobilier pour un montant supérieur ou égal à 5.000.000 € (cinq millions d'euros) et/ou ayant pour objet :
  - un engagement sur le foncier :
    - l'acquisition ou la vente d'un terrain ;
    - l'acquisition ou la vente d'un bâtiment existant ;
    - l'acquisition ou la vente en l'état futur d'achèvement d'un immeuble ;
  - un contrat de construction :
    - un contrat de promotion immobilière ;
    - un contrat de maîtrise d'ouvrage déléguée ;
    - un contrat de maîtrise d'œuvre ;
  - la location :
    - la location ou promesse de location d'un terrain ou d'un bâtiment existant ;
    - la location ou promesse de location d'un immeuble en l'état futur d'achèvement ;
    - la location d'un immeuble en crédit-bail immobilier ;
  - la constitution de tous droits réels sur les immeubles et notamment la constitution d'hypothèque, de servitude ou d'usufruit ;
- ♦ toute opération relative à la constitution de sûretés telles que garantie, aval, caution, gage, nantissement pour un montant supérieur ou égal à 2.500.000 € (deux millions cinq cent mille euros) ;
- ♦ toute décision de souscription d'un emprunt contracté par la société ou l'octroi d'un prêt par celle-ci pour un montant supérieur ou égal à 2.500.000 € (deux millions cinq cent mille euros) ;
- ♦ tout autre accord, contrat, transaction ou engagement, en dehors de l'activité principale de la société, l'engageant soit pour une durée supérieure à 12 mois soit pour un montant supérieur ou égal à 5.000.000 € (cinq millions d'euros ou sa contre-valeur en devises étrangères).

Le Président est tenu de consacrer le temps et les soins nécessaires aux affaires sociales.

Le Président peut donner toutes délégations de pouvoir à tous tiers pour un ou plusieurs objets déterminés, sauf à prendre toutes mesures nécessaires pour le respect des dispositions qui précèdent.

### 3 - Responsabilité

La responsabilité du Président est engagée dans les conditions de droit commun et celles régissant les sociétés commerciales.

#### **4 - Rémunération**

Le Président peut percevoir une rémunération fixée par une décision de l'associé unique ou par une décision collective ordinaire des associés. Il peut également percevoir le remboursement de ses frais de déplacement et de représentation, sur justifications.

#### **5 - Cessation des fonctions**

Les fonctions du Président prennent fin à l'expiration de la durée de son mandat.

Le Président est révocable par décision collective ordinaire. Il est également révocable par décision de justice pour juste motif.

Les fonctions de Président peuvent également prendre fin par la démission de l'intéressé.

### **B – DIRECTEUR GENERAL**

Un ou plusieurs Directeurs Généraux peuvent être nommés par décision de l'associé unique ou par décision collective ordinaire avec ou sans limitation de durée.

Les Directeurs Généraux peuvent être des personnes physiques ou morales. Ils peuvent être choisis parmi les associés ou en dehors d'eux.

Les fonctions des Directeurs Généraux prennent fin à l'expiration de la durée de leur mandat ou par la démission de l'intéressé. Les Directeurs Généraux sont révocables à tout moment par décision de l'associé unique ou par décision collective ordinaire ou par décision du Président.

En cas de décès, démission ou révocation du Président, les Directeurs Généraux conservent, sauf décision de l'associé unique ou décision collective ordinaire contraire, leurs fonctions et leurs attributions. Toutefois, lors de la nomination du Président, le ou les Directeurs Généraux en place devront être confirmés dans leurs fonctions.

Les Directeurs Généraux sont investis des mêmes pouvoirs que le Président et ce, dans le respect des stipulations des présents statuts.

### **Article 15 - COMITE D'ENTREPRISE**

S'il y a lieu, les délégués du comité d'entreprise exercent auprès du Président ou de son mandataire expressément habilité les droits définis par l'article 432-6 du Code du travail.

### **Article 16 - COMMISSAIRES AUX COMPTES**

Un ou plusieurs Commissaires aux Comptes titulaires sont nommés et exercent leur mission de contrôle conformément à la loi.

Un ou plusieurs Commissaires aux Comptes suppléants sont nommés, qui sont appelés à remplacer le ou les Commissaires aux Comptes titulaires en cas d'empêchement, de refus, de démission ou de décès.

## **TITRE IV**

### **DECISIONS COLLECTIVES**

#### **Article 17 - MODALITES**

- 1 - Les décisions en matière d'augmentation, d'amortissement ou de réduction du capital, de fusion, de scission, de dissolution, de transformation de la Société, de nomination et de révocation du Président, de fixation de sa rémunération, de nomination des commissaires aux comptes, d'approbation des comptes annuels, d'affectation des résultats et de modification des statuts relèvent de la compétence des associés.

Les associés statuent également sur le rapport présenté par le ou les commissaires aux comptes sur les conventions intervenues, directement ou par personne interposée, entre la Société et ses dirigeants.

- 2 - Dans le respect du droit d'information des associés, les décisions collectives peuvent être prises en tous lieux et par tous moyens, notamment par consultation écrite, moyens de visioconférence ou autre, signature commune d'un document, quel qu'en soit le support.

Les associés doivent être consultés sur l'approbation des comptes annuels dans les six mois de la clôture de l'exercice.

Le Président de la Société peut participer, avec avis consultatif, aux décisions collectives, notamment pour présenter les résolutions et constater leur adoption régulière.

Un associé ne peut se faire représenter que par un autre associé au moyen d'un pouvoir.

Les associés ont autant de voix qu'ils possèdent d'actions ou en représentent, sans aucune limitation.

Les décisions font l'objet de procès-verbaux transcrits sur un registre coté et signés par tous les associés qui ont pris part aux décisions.

Les copies ou extraits des procès-verbaux peuvent être valablement certifiés par un associé ou par un dirigeant ou par toute autre personne désignée par décision collective.

#### **Article 18 - NATURE DES DECISIONS COLLECTIVES**

- 1 - Décisions extraordinaires

Toutes décisions entraînant directement ou indirectement modification des statuts sont réputées extraordinaires et requièrent l'approbation des associés représentant plus de soixante dix pour cent du capital social, à moins qu'une autre majorité ou l'unanimité soit requise par une disposition spéciale des statuts ou de la loi.

## 2 - Décisions ordinaires

Toutes autres décisions qui excèdent les pouvoirs du Président conformément aux dispositions légales et statutaires sont réputées ordinaires et sont prises par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié du capital social.

Toutefois, les décisions des associés prises conformément aux dispositions de l'article 14 des statuts relatif aux pouvoirs du Président requièrent l'approbation de tous les associés représentant la totalité du capital social.

## **TITRE V**

### **EXERCICE SOCIAL - COMPTES SOCIAUX - AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES**

#### **Article 19 - EXERCICE SOCIAL**

L'exercice social commence le 1<sup>er</sup> janvier et finit le 31 décembre de chaque année. Par exception, le premier exercice social comprend le temps écoulé depuis l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés jusqu'au 31 décembre 2003.

#### **Article 20 - INVENTAIRE - COMPTES ANNUELS**

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales conformément aux lois et usages du commerce.

A la clôture de chaque exercice, le Président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif. Il dresse également les comptes annuels conformément aux dispositions du Titre II du Livre 1<sup>er</sup> du Code de Commerce.

Il annexe au bilan un état des cautionnements, avals et garanties données par la Société et un état des sûretés consenties par elle.

Il établit un rapport de gestion contenant les indications fixées par la loi.

Le rapport de gestion inclut, le cas échéant, le rapport sur la gestion du groupe lorsque la Société doit établir et publier des comptes consolidés dans les conditions prévues par la loi.

Le cas échéant, le Président établit les documents comptables prévisionnels dans les conditions prévues par la loi.

Tous ces documents sont mis à la disposition des Commissaires aux Comptes dans les conditions légales et réglementaires.

#### **Article 21 - AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES**

Sur le bénéfice de chaque exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, sont tout d'abord prélevées les sommes à porter en réserve en application de la loi. Ainsi, il est prélevé cinq pour cent au moins pour constituer le fond de réserve légale ; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ledit fond atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de cette fraction.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve en application de la loi ou des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Sur ce bénéfice, la collectivité des associés peut ensuite prélever les sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires, ou de reporter à nouveau.

Le solde, s'il en existe, est réparti entre toutes les actions proportionnellement à leur montant non amorti.

Cependant, hors le cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

L'associé unique ou la collectivité des associés peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves facultatives soit pour fournir ou compléter un dividende, soit à titre de distribution exceptionnelle ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont distribués par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Les pertes, s'il en existe, sont, après l'approbation des comptes par l'associé unique ou par la collectivité des associés, inscrites à un compte spécial pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

## **Article 22 - MISE EN PAIEMENT DES DIVIDENDES**

La collectivité des associés statuant sur les comptes de l'exercice a la faculté d'accorder à chaque associé pour tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividende, une option entre le paiement du dividende ou des acomptes sur dividende en numéraire ou en actions.

Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par le Président.

Toutefois, la mise en paiement des dividendes doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un Commissaire aux Comptes fait apparaître que la Société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires, déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures, ainsi que des sommes à porter en réserve en application de la loi ou des statuts et compte tenu du report bénéficiaire, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué des acomptes sur dividendes avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

La Société ne peut exiger des associés aucune répétition de dividende, sauf si la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales et si la Société établit que les bénéficiaires avaient connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment de celle-ci ou ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances. L'action en répétition est prescrite trois ans après la mise en paiement de ces dividendes.

Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur mise en paiement sont prescrits.

## **TITRE VI**

### **PERTES GRAVES - TRANSFORMATION - DISSOLUTION - LIQUIDATION**

#### **Article 23 - CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS À LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL**

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Président est tenu, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, d'organiser une décision collective extraordinaire afin de demander aux associés de se prononcer sur la question de la dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum et dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves, si dans ce délai les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

Dans tous les cas, la décision des associés doit faire l'objet des formalités de publicité requises par les dispositions réglementaires applicables.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Il en est de même si les associés n'ont pu délibérer valablement.

Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution, si au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

#### **Article 24 - TRANSFORMATION**

La Société peut se transformer en une société d'une autre forme conformément aux dispositions légales.

#### **Article 25 - DISSOLUTION - LIQUIDATION**

Hors les cas de dissolution prévus par la loi, et sauf prorogation régulière, la dissolution de la Société intervient à l'expiration du terme fixé par les statuts ou à la suite d'une décision de l'associé unique ou d'une décision collective extraordinaire des associés.

L'associé unique ou la collectivité des associés nomment alors un ou plusieurs liquidateurs.

Le liquidateur représente la Société. Tout l'actif social est réalisé et le passif acquitté par le liquidateur qui est investi des pouvoirs les plus étendus. Il répartit ensuite le solde disponible.

L'associé ou la collectivité des associés peut l'autoriser à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

L'actif net subsistant après remboursement du nominal des actions est partagé également entre toutes les actions.

## TITRE VII

### CONTESTATIONS

#### **Article 26 - CONTESTATIONS**

Toutes contestations susceptibles de surgir pendant la durée de la Société ou après sa dissolution pendant le cours des opérations de liquidation, soit entre les associés, le Président et la Société, soit entre les associés eux-mêmes, relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des dispositions statutaires, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction compétente du lieu du siège social.

A cet effet, tout associé doit faire élection de domicile dans le ressort du siège social, et toutes assignations ou significations sont valablement faites au domicile élu ou à défaut d'élection de domicile, au parquet de Monsieur le Procureur de la République près, le Tribunal de Grande Instance du siège social.